

IX. Se défendre intelligemment : la théorie des parapluies

La Défense Nationale est l'un des domaines de la décision politique où le non-dit, le flou, le règne des habitudes, l'hypocrisie, les mauvaises habitudes dans l'acquisition et la gestion des équipements, la légèreté dans la prise des décisions, se rencontrent le plus fréquemment.

A cela, il existe de nombreuses raisons. Des sommes considérables sont en jeu. Le secret entoure inévitablement certains aspects de décisions vitales. La technicité réelle ou supposée du domaine justifie l'arbitraire, les dogmes jamais remis en question, parfois de lourds silences. Les événements à caractère essentiellement politique et multilatéral qui ponctuent et justifient les activités de défense ont bien souvent un caractère aléatoire. Ils sont en tous cas difficiles à prévoir, même pour des états bien équipés en services spécialisés, diplomates et stratèges.

Tous ces facteurs se combinent pour faire de la Défense une boîte de Pandore qu'il est toujours dangereux de vouloir ouvrir, ne serait-ce que pour faire un bilan aussi honnête que possible. Faut-il dès lors ouvrir cette boîte ou vaut-il mieux laisser les choses aller et faire confiance à la chance pour éviter les catastrophes ?

Aujourd'hui un petit pays –européen ou non- peut se permettre de pratiquer la politique d'une autruche disciplinée. Ses dirigeants savent bien, en effet, qu'ils n'ont pas les moyens de jouer la partie, tout au moins en direct. Mais pour un grand pays qui prétend encore participer au concert des Nations ou tout au moins pourrait le faire s'il le voulait vraiment, comme la France, une telle attitude ne paraît pas raisonnable même si le concept européen embrume pour l'instant beaucoup d'esprits. Elle l'est encore moins, si l'on considère à quel point ce qui reste à notre pays d'influence culturelle et diplomatique peut apporter comme contribution positive à la paix, à la justice et au développement international.

A droite, pourtant, pour beaucoup d'hommes politiques même parmi les plus « européens », toute remise en cause déclenche une sorte de tropisme défensif, c'est le cas de le dire. A gauche, pour beaucoup de gens en dehors du monde syndical concerné par les industries de défense, cette remise en cause n'est pas plus aisée. Pour eux, la Défense apparaît comme une cassette vaguement douteuse ou inutile, dans laquelle il est nécessaire de puiser régulièrement pour satisfaire l'insatiable appétit budgétaire de l'administration de l'éducation nationale, dont la qualité de gestion n'est jamais sérieusement remise en cause.

Quelle que soit la posture adoptée, cependant, il paraît impossible de jeter le sujet aux oubliettes, comme le font malheureusement la plupart des programmes politiques y compris lors de débats fondamentaux comme celui du traité constitutionnel européen. L'importance des sommes engagées et dépensées pour des objectifs trop peu explicites, les retombées considérables qu'une politique de défense bien menée peut avoir aujourd'hui et demain sur la surface politique et économique du pays, l'adhésion de la population aux options retenues, tous ces facteurs rendent la question incontournable pour ceux qui ne veulent pas réduire la politique à un pré carré du conformisme.

Alors, demandons-nous quelles peuvent bien être aujourd'hui les implications de la Défense Nationale. Qu'est-ce au juste que la défense ? Est-elle encore nationale ? S'agit-il

d'un concept étroitement géographique et quelle est la profondeur de ce concept ? C'est en fonction du chemin choisi qu'il sera possible d'envisager un autre chemin que celui qui est suivi actuellement. Mais alors quel chemin, précisément, faudrait-il choisir ?

Peut-on, comme le fait actuellement le gouvernement des Etats-Unis, s'arroger sans complexes le droit de distinguer le Mal politique du Bien et, celui-ci une fois édicté de façon peut-être démocratique mais en tous cas unilatérale, considérer qu'on a le droit, voire le devoir de le défendre par les armes ? Et faut-il s'autoriser à le défendre, le cas échéant, sans considération particulière pour les traités, le droit des peuples, les arrangements internationaux ou même les principes juridiques qui sont l'un des fleurons de sa propre démocratie ? Allant encore plus loin, peut-on sur la même base justifier des guerres préventives ?

Dans le cas de la France, cette version moderne du *quia nominor Leo* ne serait ni acceptable ni praticable encore que, comme on le verra, les Américains dissimulent derrière une affirmation assez caricaturale de la Défense nationale, des intérêts privés et publics très concrets et une conception redoutablement efficace de leur propre défense.

Une autre possibilité s'offre : l'idée suivant laquelle la France, n'ayant plus de cause autonome à défendre ni de menace spécifique à craindre, seule l'« Europe » pourrait donner un sens au terme de défense « nationale » qui deviendrait alors européenne pour pouvoir subsister. La France pourrait alors, dans le cadre multilatéral de l'Europe, substituer progressivement en tout ou en partie, un parapluie européen plus ou moins atlantique à son parapluie national d'aujourd'hui.

Rien ne vient cependant démontrer ce postulat et quand bien même on y parviendrait, prouver qu'il a une valeur pérenne. Le concept de défense est en effet, comme l'on s'en doute, profondément politique en ce sens qu'il incarne l'affirmation d'un « soi » collectif. On ne défend que ce à quoi l'on est profondément attaché, que ce qui fait partie de sa propre substance collective comme pourrait l'être un jour une citoyenneté européenne. Mais mettre, dans ce domaine, la charrue avant des bœufs politiquement encore très virtuels, semble illusoire voire dangereux

Ce ne sont là que deux exemples, qui illustrent la nécessité de définir clairement ce qu'on doit entendre, d'un point de vue français, par défense nationale. Cette définition fera apparaître les enjeux économiques, politiques ou culturels qui accompagnent la défense des intérêts vitaux d'une nation ou d'un groupe de nations directement ou au travers de leurs alliés, contre toute agression ou domination non acceptée. La définition et le bilan ne suffisant pas, il faudra aussi risquer quelques idées pour aller, si possible, mieux et plus loin.

Tentons tout d'abord de définir les contours d'une défense et l'idée, qui nous semble essentielle, d'une **défense globale**.

L'idée de défense globale telle qu'elle a été développée dans les années soixante est, comme toutes les idées géniales, simple au point de paraître digne d'un Monsieur Jourdain qui aurait été militaire ou homme politique. Elle consiste à se dire qu'il est artificiel, à partir du moment où l'on décide de faire valoir et prévaloir l'existence collective d'une nation donc de la défendre, d'en distinguer certains aspects plutôt que d'autres. Dans cette vision, la puissance économique, le rayonnement culturel, la force militaire, l'habileté des diplomates, l'attractivité des marchés financiers, la créativité scientifique, l'aptitude

océanique, la force du sentiment national et la capacité des politiques ne sont plus que les différentes facettes d'un même être moral, la nation, face à un seul destin. Ils ne sont que des atouts différents dans un même jeu.

Cette vision s'oppose à celle que l'on pourrait qualifier de linéaire et dans laquelle le fait de se défendre se bornerait à éviter toute atteinte au territoire national, à celui de nos alliés ou à celui de l'« Europe ».

En défense globale, l'aptitude à se protéger physiquement contre une menace mais aussi à protéger ses intérêts, ses acquis culturels et sociaux, son mode de vie, les rapports de force établis pacifiquement ou non avec d'autres acteurs, tout cela devient une globalité dynamique.

Globalité, c'est assez clair. Mais pourquoi dynamique ?

Dans l'utilisation d'une même main, chaque doigt est dirigé par rapport aux autres, par l'intermédiaire du cerveau. Dans une conception globale de la défense, chaque facteur retentit sur les autres et ce de façon capitalisée. Qu'on soit par principe pour ou contre l'utilisation de l'énergie nucléaire, on conviendra que ce n'est qu'à travers l'accès à cette technologie que la France a pu, après la guerre, éviter d'être reléguée au rang de puissance secondaire et qu'ainsi la capacité scientifique et technique française a eu une influence décisive sur son devenir politique.

Inversement le fait, par exemple, de disposer à Kourou d'un site de lancement est fondamental pour la France et d'ailleurs aussi pour l'Europe scientifique voire militaire. Or de quoi s'agit-il là si ce n'est d'une retombée de la colonisation ?

Si l'on prend justement l'exemple – ô combien honni- du colonialisme, on s'aperçoit que la France vit encore, et très largement, de son expansionnisme des siècles passés. Quel que soit le jugement normatif que l'on porte sur cet expansionnisme et quel que soit le sens, d'ailleurs, qu'un jugement normatif puisse avoir lorsqu'il est anachronique, le fait est là. Jusqu'à une date récente, la France su, tout comme le Royaume-Uni et d'autres pays, transformer durablement un pouvoir technique, culturel, démographique, au travers du vecteur militaire, en « réserves » politiques. Aujourd'hui elle puise dans ces réserves politiques pour les retransformer par exemple en actifs économiques.

Inversement, nous acceptons explicitement ou implicitement que d'autres, aujourd'hui, pratiquent cet expansionnisme et transforment des acquis militaires ou techniques en un pouvoir culturel, financier ou politique, qu'ils exercent parfois à notre détriment ou tout au moins en vue d'objectifs que nous ne partageons pas. Nous entretenons avec eux des relations amicales et institutionnalisées. Plus fort encore, nous nous abritons derrière leur capacité de défense pour économiser la nôtre. Nous nous proposons même d'inscrire *in petto* ce mécanisme dans le projet de constitution européenne. Nous voici donc complices de principes politiques que nous nous interdisons aujourd'hui à nous-mêmes de pratiquer.

L'exemple le plus frappant, même s'il n'est pas le seul, en est bien évidemment celui des Etats-Unis. Voici un pays dont, au dire même des analystes financiers les moins suspects d'être anti-libéraux, une part essentielle d'un dynamisme économique, lui-même censé animer la planète économique, trouve son origine dans des programmes très importants de recherche et de développement à vocation militaire et spatiale. L'écrasante supériorité de ces programmes, qui relèvent bien entendu à la base de l'argent public, provient sans

doute d'une double aptitude. Ces programmes mobilisent des fonds publics très importants. Ils les transforment, au prix sans doute de gaspillages et d'abus de toutes sortes dont les media américains se font régulièrement l'écho, en un double levier économique et politique permettant d'asseoir le crédit américain au niveau mondial, au travers de politiques militaires, énergétiques ou scientifiques. Et c'est ce crédit « moral » qui permet, précisément, à la nation concernée de vivre...à crédit, financier celui-là. Le paradoxe du billet vert est là : le dollar ne vaut, comme tout signe monétaire, que par la confiance qu'on lui accorde.

Or, cette crédibilité est garantie par les missiles américains, tout comme un revolver jeté sur la table de poker est censé garantir la probité du jeu. Le jour même où cette confiance plus ou moins forcée cesse d'exister, c'est la chute du billet vert qui s'annonce sur les marchés et avec elle le cycle négatif de la perte du crédit et de la puissance s'enclenche. Ainsi en va-t-il d'un avion qui « décroche » faute d'une vitesse suffisante.

La seule différence est que les Etats-Unis, pour atteindre cet objectif, utilisent principalement le crédit des autres et non celui de leurs propres résidents. C'est ce qui les rend, malgré les apparences, très vulnérables. Ainsi s'explique la propension de certains de leurs gouvernements, au nom précisément du principe de défense globale, à mener des opérations plus ou moins préventives. Elles visent à créer ou à défendre outre-mer ou sur le continent américain lui-même des « porte-avions » politiques protégeant les intérêts américains, que ceux-ci soient de nature énergétique, politique, économique ou militaire.

Les Russes, soviétiques ou non, ont pratiqué leur version de cette attitude en bâtissant et en défendant leurs fameux « glacis » à l'Ouest, à l'Est ou au Sud. Les Japonais aussi. Il serait vain de s'en offusquer car tout pays puissant et même la fameuse Europe politique si elle venait un jour à exister, en ferait autant.

On peut même dire que les Etats-Unis n'ont, par rapport à l'Europe en tous cas, guère abusé de leurs possibilités. On peut par contre y voir la preuve que les dirigeants américains, conscients précisément de l'équilibre dynamique, donc instable, d'une défense globale actuellement axée sur l'unilatéralisme, se voient plus ou moins contraints à la fuite en avant par leurs propres choix.

Constatons simplement que la notion de défense statique a vécu et que par exemple le simple transfert à l'échelon européen de la conception « otanienne » n'est pas pertinent. C'est en effet l'ensemble de la politique de défense des pays européens et de la France en particulier qui est à revoir puisque le concept précédent était de par son origine même –la notion de glacis par rapport à l'URSS- clairement géographique. C'est tout au moins semble-t-il, l'intérêt de la France d'opérer cette révision et d'en tirer les conséquences. **Ainsi, et c'est un point nouveau, la notion de défense globale n'est pas seulement instantanée, elle est dynamique de façon interne, externe et historique.**

Raisonner en défense globale, cela veut donc dire que tout acte significatif dans la sphère nationale, que l'auteur en soit public ou privé, doit être posé politiquement et analysé comme tel, avec ses conséquences proches et lointaines. Et ceci, que ces conséquences soient ou non de nature strictement militaire.

Ce type de pensée n'est pas nouveau en France et fort heureusement. Ce qui serait par contre innovant, ce serait de recommencer à en tirer les conséquences dans une optique offensive. Autrement dit, de ne pas se laisser dériver, sous prétexte qu'on arrive

difficilement à maîtriser certains facteurs d'une politique globale, vers une attitude de fuite et de négation de notre identité politique nationale. Devant la force des éléments, un bon capitaine peut devoir mettre à la cape. On ne saurait pour autant concevoir, *a fortiori* pratiquer, une navigation consistant à garder constamment la cape d'où que vienne le vent et dont on a quelque exemple aujourd'hui.

Au fait, existe-t-il d'autres visions que celle d'une défense globale, pour qui considère que les niveaux que nous avons atteints en termes de paix, de liberté, de niveau de vie, d'expression culturelle et sociale, sont le cas échéant menacés et qu'ils valent la peine d'être défendus ? La réponse est bien sûr affirmative et depuis que le monde est monde, ce sont toujours un peu les mêmes concepts qui reviennent, sous des avatars différents.

Le premier d'entre eux est la vision pacifiste. « L'homme n'est ni ange, ni bête » écrivait Pascal. Cette pensée profonde en forme de constat, est sans doute transposable à l'être collectif et le pacifisme consiste *grosso modo* à penser qu'en misant sur l'ange on risque moins de voir revenir la bête.

Il faut sans doute se féliciter qu'il soit toujours d'actualité. Ainsi, l'une des raisons majeures pour lesquelles le concept européen actuel a du succès c'est qu'à tort ou à raison, on lui attribue le mérite du maintien de la paix entre grands pays européens.

Il est pourtant permis de se demander si la construction d'une Europe administrative et économique procède d'une paix qui s'est établie entre états par lassitude ou intelligence ou sous l'influence de facteurs exogènes. L'Europe a-t-elle pour l'instant la paix parce qu'elle se replie sur elle-même ? La guerre froide est-elle morte – ou suspendue- faute de combattants ou bien parce que l'un des protagonistes l'a gagnée, justifiant ainsi *ex post* la politique de surarmement ? Nul ne peut l'affirmer avec certitude et peu importe finalement. L'essentiel est bien sûr que la paix règne actuellement.

Faut-il pour autant en déduire que la guerre ou plus généralement la création de rapports de force injustes, générateurs de conflits, n'existe que parce que les militaires existent, que l'armement nucléaire et ses perfectionnements tactiques récents ou la puissance de l'information militaire et économique apportent davantage de risques que de protection pour la paix ? Penser que, la menace identifiable du bloc de l'Est ayant disparu, il importe de consacrer des budgets énormes à des usages plus positifs et plus productifs et à combattre l'agressivité internationale à ses racines n'est certes pas une idée déraisonnable. Sans doute, mais ces questions en appellent d'autres.

Ainsi, les dangers pour la paix ne proviennent-ils pas à l'heure actuelle de zones de corruption majeure et d'injustice, où la politique autonome de l'hyper-puissance américaine semble davantage jeter de l'huile sur le feu qu'autre chose ?

Or, comment discuter efficacement avec les Américains sans être à leurs yeux un « client » sérieux, c'est-à-dire sans disposer de moyens militaires et technologiques comparables aux leurs et sans affirmer la volonté, le cas échéant, de s'en servir ? Qu'on se rappelle que la France n'a pu à nouveau faire entendre sa propre musique dans le concert international qu'à partir du moment où elle a rejoint le club nucléaire.

Si l'on prend en compte une définition non territoriale des intérêts de défense, la question est plus compliquée encore : les valeurs défendues par les pacifistes, menacées plus que jamais de par le monde, peuvent-elles être sérieusement défendues au bénéfice de dizaines de millions de gens qui souffrent, avec pour seule arme le rameau d'olivier ?

Les ONG, promptes à critiquer les interventions armées, ne sont souvent pas les dernières à exiger d'être protégées efficacement sur des théâtres difficiles. Le comportement de l'ONU, même armé de façon défensive, prête souvent à critique sur le terrain compte tenu de sa lourdeur administrative et de l'attitude bureaucratique de certains responsables ainsi que l'affaire bosniaque, parmi d'autres, l'a démontré.

Au total, l'option pacifiste est toujours aussi difficile à défendre si l'on juge aux résultats et non aux bonnes intentions lesquelles pavent, on le sait, l'enfer. Qu'on laisse toutefois aux pacifistes le mérite essentiel de rappeler l'immense gaspillage que constitue le surarmement technique face aux problèmes que connaît l'humanité. Ce surarmement a certes le mérite de protéger une démocratie parfois formelle pratiquée par un gros tiers de la planète. Mais il favorise aussi objectivement l'injustice raciale ou économique tout en protégeant ses auteurs. Ce faisant il contribue à régénérer sans cesse les têtes d'une hydre qui menace sans cesse la paix, celle de la violence.

Entre un pacifisme assurément inefficace et une option de surarmement qui favorise à la fois la violence chez les plus défavorisés et la paix des plus riches, il est comme toujours bien difficile de choisir mais c'est sans doute du côté du multilatéralisme pacifique que viendra l'espoir.

La seconde vision, celle qui l'emporte largement à l'heure actuelle dans la pratique et qui curieusement se rapproche sur le fond d'un marxisme auquel elle est censée s'opposer, c'est ce que l'on pourrait appeler l'économisme.

Elle consiste à penser et dans certains cas à pratiquer, que la priorité appartient à la technique, au maintien de l'emploi, aux intérêts des complexes militaro-industriels, sans se demander d'abord à quoi ils doivent servir et qui doit contrôler l'usage qui en est fait. C'est une dérive du système capitaliste qui existe bel et bien, mais peut-être pas sous la forme où on le pense généralement. L'exemple type en est à nouveau les Etats-Unis, mais ce n'est pas le seul.

Comment qualifier en effet une construction intellectuelle où le secteur privé vit et fait vivre des pans entiers d'une économie sur la base de programmes de recherche pure ou appliquée, de construction et de vente de prototypes et de séries de matériels à des fins spatiales, militaires ou militaro-spatiales, c'est-à-dire en travaillant avec l'argent public au nom du secteur privé ? Qui s'approprie dans ce cas les moyens de production ? Celui qui fournit les fonds nécessaires à l'investissement ou celui qui fonde son profit sur la volonté réelle ou supposée de la collectivité ?

A l'évidence, on a affaire à un phénomène purement politique : la décision d'investir n'a rien à voir avec la résultante de micro-décisions de consommation qui constituent normalement la demande sur un marché. Elle relève au contraire de décisions mêlant la défense nationale, le développement économique, l'influence de lobbies divers, le souci de l'avenir technologique de la nation, prises par les élus du peuple et sans grand souci des conséquences ultimes pour l'humanité.

Il y a là un parti pris d'optimisme fondamental, scientifique, propre à l'idéologie américaine. Il consiste à penser que l'humanité ne peut que profiter *in fine* de tout progrès scientifique et que des solutions seront un jour trouvées aux dérivées négatives, qu'elles se nomment pollutions, gaspillages ou conflits lourds. Qu'entre-temps la planète soit largement dévastée importe peu, Dieu et la Science y pourvoiront un jour. Comme beaucoup de modes de pensée américains, il a pris pied en Europe où il vit actuellement de beaux jours.

A ce parti pris s'en ajoute un autre, d'origine religieuse celui-là : la certitude tranquille d'être un peuple élu, inscrit dans un Livre. Dès lors, s'attribuant la qualité d'outils de la main divine, les dirigeants semblent moins susceptibles de se tromper dans leurs choix normatifs et de fil en aiguille le modèle social et politique prend vocation à être exporté, pour son bien et au besoin par la force, au reste de l'humanité. Pour beaucoup d'Américains et pour beaucoup d'Européens aussi, il faut bien le dire, une idée est difficile à admettre : celle que l'acquisition d'une forme de liberté interne, principalement économique, pourrait pour certains peuples ne pas être prioritaire par rapport à une autre liberté qu'ils jugent plus essentielle encore, l'indépendance par rapport à l'étranger. L'être reste plus important que la manière d'être. C'est une question essentielle pour un dirigeant politique mais qui l'est beaucoup moins pour des marchands ou des fonctionnaires.

Mais, et c'est là que les Etats-Unis comme d'ailleurs autrefois les Britanniques au titre de la maîtrise des mers, les Espagnols, les Portugais ou même les Romains pratiquent depuis toujours la défense globale, ce sont bien les intérêts économiques nationaux ou même ceux de leurs grands oligopoles qui justifient la défense active voire préventive. Bien entendu, un colossal effort de propagande masque souvent le jeu de ces intérêts sous les voiles flatteurs de la Liberté, du Progrès ou de la Démocratie : la guerre de l'opium n'est pas morte !

Dans cette tradition, la fuite en avant qui se manifeste suivant les cas par l'oppression internationale, le développement forcé des technologies ou la création de « porte-avions » politiques régionaux, est d'autant plus logique qu'elle est intrinsèquement liée au système libéral, qui favorise cette tendance à bien des égards. Pression consumériste, pression industrielle, pression politique ou plus généralement mélange de ces différents bras de levier : tout pousse à la politique du fil de l'eau en matière de défense. Dans les démocraties occidentales, en effet, le souci de relancer en permanence la croissance, de sécuriser des approvisionnements énergétiques eux-mêmes générateurs de ressources fiscales importantes, de satisfaire la fringale générale de consommation ou la motivation des petits porteurs d'actions, finit par prendre un aspect obsessionnel. Relayée par les marchés qui, à travers d'indicateurs économiques divers, spéculent en fait sur la santé de grandes entreprises liées plus ou moins directement aux défenses nationales respectives, cette pression générale peut prendre le pas sur une approche véritablement politique des problèmes de défense et le fait souvent effectivement.

On voit d'ailleurs ici le lien avec une autre approche économique, celle des intérêts oligopolistiques qu'on appelait en URSS les trusts militaro-industriels, qui ne sont rien d'autre que les « marchands de canons » d'avant-guerre.

Ici aussi, les choses sont souvent plus complexes qu'on ne l'imagine et si l'emploi industriel reste une préoccupation importante, le souci de procurer à des responsables de haut niveau, souvent anciens militaires, des points de chute intéressants reste un facteur non négligeable de l'influence industrielle dans le domaine de la défense.

Nous verrons un peu plus loin que, même d'un point de vue purement technique et professionnel, ce n'est pas forcément la meilleure des solutions et de loin.

Quel que soit le registre, l'approche purement économique se termine elle aussi en impasse. Elle tend à la perpétuation de productions obsolètes ou inadaptées à la politique de défense suivie, elle est sujette à des influences délétères par le biais de la pratique courante des commissions. Elle fait surtout perdre de vue l'arbitrage politique à suivre, les cabinets politiques ayant tendance à juger des questions de défense en prêtant une oreille complaisante à l'influence de divers lobbies dont les intérêts n'ont qu'un lointain rapport avec celui du pays ou du groupe de pays concerné.

D'un point de vue purement économique, par contre, saurait-on remplacer l'effet de traction des sommes colossales déversées dans l'économie par les finances publiques américaines, européennes, russes ou autres par des dépenses équivalentes mais plus positives ? Cette question reste ouverte mais il y a fort à parier que la réponse est oui.

Troisième option possible, la politique de l'autruche. En période de paix européenne, elle est particulièrement tentante car aucun danger ne semble menacer nos pays dans l'immédiat. Certes des budgets énormes sont consacrés par la France comme d'ailleurs par le Royaume-Uni au maintien et au développement de forces nucléaires et d'intervention. Ils pèsent nécessairement sur le maintien en condition des composantes humaine et matérielle d'autres forces, à telle enseigne que, par exemple, les capacités de projection françaises qui n'ont jamais été particulièrement convaincantes, ont atteint des plateaux préoccupants. Matériel hors d'âge ou cannibalisé, recours à des prestations extérieures de sous-traitance, sollicitation accrue des personnels de réserve, tout cela compromet l'utilisation rationnelle de nos moyens.

Mais, peut-on penser, ce n'est pas si grave puisque l'on dispose d'une contre-assurance américaine au cas où les choses tourneraient vraiment mal...

Dans l'esprit pragmatique des dirigeants des petits pays européens, de plus en plus en plus dominants politiquement dans l'Union, rien n'a changé. On se dit qu'on a bien le temps de voir venir d'ici le moment où l'Europe aurait une politique de défense commune, hypothétiquement indépendante de celle des Etats-Unis. Entre-temps, le feu n'est pas à la maison ! Le Royaume-Uni et la France dépensent largement et devront de toutes façons, sur la trajectoire politique actuelle tout au moins, mettre leurs capacités nucléaires dans le « pot » commun avec les autres qui font ainsi des économies et peuvent confortablement jouer sur les deux tableaux, l'« européen » et l'américain.

Mieux encore, ils s'approprient en effet sur la base du concept européen le bénéfice des politiques de défense dispendieuses mais relativement efficaces tout en obtenant la réduction progressive de l'influence relative de ces mêmes pays, la France et le Royaume-Uni, porteurs d'une culture internationale majeure. Et en plus, ils gardent la contre-assurance américaine qui leur permet d'optimiser leurs relations économiques avec Washington. Cette philosophie, aveugle peut-être mais efficace, s'exprime parfaitement au travers des articles du TCE consacrés à la défense de l'Union.

L'autruche n'est donc pas si aveugle que cela, elle a au contraire beaucoup de bon sens.

Elle en a en tous cas davantage que ceux qui, ne tenant aucun compte du caractère global de la défense, sont prêts à sacrifier sans contrepartie, au profit d'objectifs à ce jour inexistant, un outil d'influence essentiel dans le jeu international et auquel la mondialisation donne précisément tout son sens.

Ainsi, si l'on se refuse à regarder les dépenses de défense à travers les prismes du pacifisme, de l'économie guerrière pour elle-même ou de la politique de l'autruche, le meilleur choix possible semble bien être celui de la défense globale. Il permet de conserver au concept de défense toute sa flexibilité, en évitant de l'inféoder à des considérations externes mais en lui permettant, en même temps, de s'adapter à la nature de la défense à réaliser, aux moyens de la nation ou du groupe de pays, et à la motivation du ou des peuples concernés.

Le choix le plus logique paraît donc être celui d'une acception **profonde** du concept de Défense. Dans cette acception, tout ce qui peut, de près ou de loin, nuire au

développement politique et paisible d'une nation ou d'un groupe de nations alliées est du ressort de la défense.

Mais l'acception du concept de défense n'est pas le seul paramètre. Il y a aussi le **périmètre**, c'est-à-dire le territoire pertinent pour ce concept. Dans le cas de la France, par exemple, s'agira-t-il exclusivement du fameux hexagone, du territoire national métropolitain et d'outre-mer ou plus largement encore, des pays auxquels la France est liée par des accords de défense ?

Que la défense de type classique s'étende à ces derniers si l'on veut honorer les traités, c'est évident. Mais qu'en est-il du feu nucléaire et ne faut-il pas, là aussi, être cohérent en étendant la notion de défense globale dans la mesure où, si la France signe un accord de défense, c'est que ses propres intérêts sont directement mis en jeu ? Inversement, ne serait-il pas préférable, dans le cas de tels accords, d'en préciser le contenu réel plutôt que de laisser présumer au bénéficiaire une intervention sans limites qui est clairement invraisemblable ? Ce problème n'est pas théorique car la France a signé, avec certains états du Golfe notamment, des accords de ce type.

Appliquée au périmètre, choisir l'acception profonde veut dire se référer au concept de défense globale, qui retient comme un tout l'ensemble des intérêts des acteurs alliés du périmètre qu'ils soient de nature culturelle, militaire, économique ou politique, les uns retentissant sans cesse sur les autres. Mais à qui appliquer ce concept et les caractéristiques des « bénéficiaires » le permettent-elles ?

L'image qui vient immédiatement à l'esprit est celle de cercles, qui ne sont pas nécessairement concentriques ni permanents mais qui englobent dans tous les cas notre pays. Ces cercles entourent les nations, ou les groupes de nations, avec lesquelles la France a décidé, de façon plus ou moins permanente, de mutualiser des moyens militaires, diplomatiques, économiques et de façon générale tous les aspects de sa puissance en vue d'une protection commune contre une menace. Bien entendu, cette protection peut être préventive et induire, le cas échéant, à l'initiative.

Ces cercles se recourent dans certains cas. Ils peuvent nous unir à des pays plus ou moins puissants ou de puissance équivalente, pris séparément ou en groupe. Leur raison d'être peut être principalement militaire, économique ou culturelle et la menace peut être extérieure ou intérieure. C'est donc une grande variété qui prévaut dans ce domaine et cela ne contribue pas nécessairement à la clarté des équations.

Avec les pays de l'UE et certains pays qui en sont membres, l'OTAN, l'OCDE, les partenaires privilégiés outre-mer, certains états arabes, il existe de très nombreux accords de nature très diverse et, il faut bien le dire, plus ou moins susceptibles d'être respectés à la lettre. La France fournissant en effet du matériel militaire souvent très sensible, susceptible d'obsolescence et en tous cas très coûteux, les nécessités économiques amènent parfois le pays client à considérer les accords de défense comme l'indispensable garantie d'un service après-vente.

Pour simplifier, on peut tenter de distinguer quelques groupes de pays principaux pour nous demander si le concept de défense globale leur est applicable, ce qui présuppose de partager avec eux nos options les plus fondamentales, non seulement au niveau des principes mais aussi de nos intérêts, ceux qui engagent notre existence même en tant que corps politique indépendant ou si l'on préfère en tant que nation.

Il y a d'abord, bien sûr, les amis avec qui l'on danse et l'on en arrive ici, doucement, à l'un des problèmes de l'ambiguïté européenne. Il va bien falloir se décider un jour, en France, à déterminer si notre pays doit mettre trois choses dans le panier de l'Union Européenne, qui coïncide de plus en plus avec celui de l'OTAN. Ce sont sa capacité nucléaire militaire et civile (au titre de la défense commune), l'actionnariat de ses grandes entreprises du secteur de la défense (au titre de la libre concurrence), sa diplomatie originale et indépendante enfin (au titre de la politique extérieure commune).

Ces investissements, essentiels on l'a vu dans le cadre d'une défense globale reconstituant ses actifs, ont coûté et coûtent encore extrêmement cher au contribuable français et ont nécessairement été réalisés aux dépens d'autres choix possibles. Ils garantissent notre identité culturelle et sont la base de l'influence française dans le monde.

Dans d'autres pays, par contre, d'autres investissements tout aussi gigantesques ont été faits dans d'autres directions, par exemple en RFA avec le plan de conversion de l'ancienne RDA. Ils profitent directement, à long terme, au pays qui les a entrepris et non à un collectif de pays constituant une entité supranationale et qui peut très bien prendre des orientations différentes sur la base d'une majorité qui ne partagerait pas notre propre vision. L'expression « travailler pour le roi de Prusse » prend ici tout son sens.

En contrepartie de quoi les investissements français en matière de défense seraient-ils « communautarisés » ? Telle est la question qui se pose. On n'ose en effet imaginer qu'il s'agisse pour les dirigeants actuels ou futurs de notre pays de proposer aux Français de sacrifier unilatéralement et gratuitement une partie essentielle de ce qui a permis, permet et permettra à notre pays et à sa culture de prospérer dans le monde en échange d'avantages dont nous jouissons déjà ou qui seraient à ce stade imaginaires.

Réciproquement, une question très simple se pose. Existe-t-il une chance sérieuse de faire partager à nos amis européens les options que nous voulons défendre et les principes au nom desquels nous avons assis notre présence internationale, de les faire leurs et de les défendre, le cas échéant, en engageant leur propre devenir ?

Rien n'est moins sûr. La laïcité de l'éducation et du comportement politique, le caractère essentiel des services publics pour le progrès social, le partage d'une citoyenneté intercontinentale et multiraciale, l'utilisation du français comme vecteur politique et culturel, l'indépendance par rapport à d'autres cultures occidentales ne paraissent à ce stade guère prioritaires aux yeux de la plupart de nos amis européens et cela peut se comprendre.

Et comme le poids relatif de notre pays au sein de l'Union Européenne est de plus en plus faible, il faudrait attendre l'arrivée de nouveaux partenaires très discutés par certains, comme la Turquie, pour trouver un écho à certaines de nos préoccupations essentielles comme la laïcité ou l'indépendance. Encore serait-ce probablement en échange d'autres difficultés.

Dès lors la réponse est claire : partager nos moyens de défense essentiels avec les autres pays de l'UE serait renoncer, en l'absence de réelle solidarité d'objectifs, au principe de la défense globale et par conséquent abdiquer à plus ou moins long terme notre droit à l'existence et au développement politique en tant que peuple indépendant.

Un deuxième partage est envisageable, cette fois-ci avec les pays où la France joue, dans autre esprit et à une autre échelle que les Etats-Unis, le rôle de gendarme international. S'il est admis, au nom du réalisme politique, par beaucoup de nos partenaires européens que les Etats-Unis jouent un tel rôle, il est souvent jugé, en ce qui concerne notre pays, politiquement incorrect. Dans la pratique cependant, la France constitue sur certains théâtres l'échelon principal ou essentiel de forces d'interposition ou d'intervention internationales.

Qu'elle n'en tire que très rarement profit en renforçant ses actifs politiques, économiques ou militaires, est un autre problème et cela montre d'ailleurs que même si le concept de la défense globale a quasiment été inventé en France, il y est semble-t-il mal appliqué. Ce qui est important, c'est de savoir si l'on peut intégrer les pays sujets à intervention, souvent déterminés par leur proximité culturelle ou historique avec notre pays, dans l'espace de défense français.

Ici, curieusement, la réponse pourrait bien être affirmative. En effet, la présence prédominante sur le théâtre d'éléments français ou sous conduite française induit des rapports de force positifs et parfois décisifs dans les relations avec les partenaires locaux mais aussi avec les éléments de la coalition internationale qui pilote, ou est censée piloter l'intervention.

L'expérience prouve en effet que la plupart des pays, même parmi les plus importants, répugnent par tradition, par économie ou par calcul politique à assumer des responsabilités dans les zones de crise. Dès lors, sous réserve de disposer sur place d'éléments et surtout d'encadrements d'une qualité suffisante, la France peut reconstituer des zones d'influence appréciables et valoriser sa présence internationale aux prix d'investissements matériels et humains acceptables, surtout si nous savons obtenir de nos commettants internationaux des contributions raisonnables. Un autre avantage est que, dans cette configuration, nous ne perdons jamais la maîtrise de nos moyens essentiels, qui sont à tout moment négociés avec le cercle concerné de la communauté internationale. Cet avantage s'achète, en général, en acceptant une lourdeur dans la prise des décisions qu'il faut savoir équilibrer sur le terrain par une activité tactique adéquate.

Il existe toutefois une condition essentielle à l'application en quelque sorte ponctuelle et locale de la défense globale, c'est que l'ensemble des acteurs de cette défense veuillent bien jouer le jeu. Or c'est ici, précisément que le bât blesse en général car les intervenants nationaux n'ont encore qu'une faible habitude du travail en commun.

Le respect parfois pointilleux des relations diplomatiques traditionnelles par le Quai, le peu de considération que certains officiers généraux accordent aux « civils », l'incapacité des milieux économiques à constituer des forces de frappe bien coordonnées et représentatives de l'ensemble des entreprises, enfin le manque de coordination claire et bien organisée sur le terrain, tout cela nuit à « France & Co. » et bien des progrès restent à faire dans ce domaine.

L'espoir est là cependant, pour qui ne nourrit pas de complexes fondamentaux vis-à-vis de l'« Europe », de la mondialisation ou de la puissance américaine.

Le troisième groupe avec qui l'on peut, dans l'absolu, partager est celui qui participe de l'équilibre politique international. Il s'agit des pays à qui leur influence, leurs ressources, leur situation stratégique, permettent de peser objectivement sur le devenir d'une région-clé voire du monde en général.

La simple acquisition par eux d'éléments technologiques nouveaux, qu'elle dérive d'un transfert technologique ou de leur propre recherche, peut leur donner un atout décisif qu'ils utiliseront d'une façon plus ou moins contrôlée, plus ou moins responsable et plus ou moins cumulative pour faire évoluer ou stabiliser des équilibres.

Qu'on pense à l'Iran, à l'Inde, au Pakistan, à l'Indonésie voire à Israël, à la Corée du Nord et à bien d'autres encore. Ils se demandent pour quelle raison le statut qu'a connu la France avant d'entrer dans le club nucléaire devrait leur être appliqué. Ils ont en effet toujours une bonne raison à faire valoir : leur importance, l'injustice du rapport de forces avec les menaces qu'ils ressentent, la sujétion qu'ils souhaitent abolir par rapport à une grande puissance, leur fidélité à telle ou telle grande puissance ou au contraire leur indépendance justifiée par une haute tradition historique.

C'est tout le problème de la dissémination qui se pose ici et il a pour corollaire celui de l'indépendance nationale. Celle-ci, lorsqu'elle a pour levier la capacité nucléaire et peut-être demain d'autres moyens de défense, peut être considérée comme un danger.

Mais de même que tout terroriste devient un ancien résistant lorsqu'il a conquis le pouvoir légitime, tout état qui a su faire accepter ses nouvelles capacités d'action par la communauté internationale est immédiatement invité à faire partie d'un cercle encore assez fermé. Il rejoindra les autres à la table du Conseil d'administration, où l'on examine doctement comme dans un club britannique, si le candidat suivant peut être admis.

Quel est ici le lien avec la défense globale ? Il est très simple : tout pays disposant d'un avantage technologique peut, de façon plus ou moins dosée, transmettre cet avantage à un autre qui peut à son tour le valoriser au profit direct ou indirect du premier. Ceux qui les premiers vendirent à une nation indienne des Winchester au lieu d'eau de feu n'agirent pas autrement.

La France n'a d'ailleurs pas été la dernière à participer à ce genre de transfert et il est évident que les responsabilités de notre pays sont dans ce cas, extrêmement lourdes. Distinguer l'intérêt bien compris et global de notre pays d'intérêts « purement » industriels relevant dans certains cas de la fuite en avant, pour conforter les bilans chancelants de certaines entreprises publiques ou même privées n'est pas toujours simple et peut conduire à des tentations graves. Ainsi, on l'a vu, certains accords de défense nous lient de façon théoriquement automatique à des états qui ne sont en fait pour la France que des clients privilégiés sans que nos intérêts stratégiques puissent être invoqués à leur propos.

Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur cet état de choses et les conclusions que l'on puisse en tirer, un fait reste acquis : tout transfert de technologie participe à l'évolution des rapports de force globaux et à ce titre procède de la défense globale, bien ou mal gérée.

Cette première réflexion semble à son tour pouvoir nous autoriser deux conclusions.

La première est qu'une condition préalable existe, pour que la France puisse retrouver son équilibre en matière de défense. C'est que ce ne soit pas l'intérêt des autres qui prime sur l'intérêt de la collectivité nationale, mais bien celui de celle-ci sur l'intérêt des autres. Cette conclusion peut paraître évidente. Pourtant, si l'on considère ce qui se passe depuis quelques dizaines d'années, force est de remarquer que notre politique est marquée par un

l'ouvoisement entre différents caps qui ne sont pas toujours cohérents. Il y a la proximité avec l'OTAN dont il est difficile de contourner l'efficacité technique et le prestige international. Il y a la coopération avec l'ONU qui reflète notre attachement à une politique mondialiste. Il y a enfin des velléités de principe d'agir conjointement avec d'autres pays européens en vue de jeter les bases d'une « défense européenne » dont on ne perçoit d'ailleurs guère l'intérêt qu'elle présente pour notre pays. Dans tout cela, l'intérêt national semble un peu oublié.

Dans de nombreux cas, la France est clairement celui qui tire les marrons du feu, prenant des risques et investissant généreusement des moyens souvent déterminants sans retour évident de nature politique, économique, culturelle ou autre. Sur les théâtres extérieurs, qu'il s'agisse des Balkans, de l'Asie centrale, de la Caraïbe ou de l'Afrique, nos interventions militaires sont souvent, si l'on ose dire, gratuites. En termes politiques, cela veut dire que nous agissons légèrement. A l'inverse, nos actions diplomatiques ou industrielles ne se traduisent guère, que l'on sache, par l'acquisition de positions de défense plus intéressantes pour la France ou pour l'Europe.

On voit même apparaître d'évidentes contradictions. Suivant la logique décidément répandue du colonel Nicholson bâtissant le pont de la rivière Kwai pour les Japonais, on voit nos techniciens, c'est-à-dire dans ce cas-ci les militaires, multiplier contacts, manœuvres et coopération avec des partenaires souvent sympathiques ou traditionnellement alliés mais dont les intérêts sont bien éloignés des nôtres. Avec d'autres, dont nous devrions nous rapprocher, ils restent distants, le cycle de l'hystérésis militaire semblant plus prégnant que celui de l'hystérésis politique. Les investissements en argent, en temps ou en moyens humains ne sont pas non plus toujours proportionnés aux buts recherchés par notre politique ni aux retombées qu'on en attend officiellement. Enfin, certaines pratiques financières qui ont trop souvent cours dans l'industrie de défense finissent par avoir des effets induits redoutables, lorsque ce ne sont même plus les intérêts publics d'autres états qui l'emportent mais des intérêts privés.

Dès lors, une seconde conclusion apparaît : c'est la volonté politique qui doit redevenir l'épicentre de la pensée en matière de défense et organiser autour d'elle les interactions avec les sphères parallèles qui existent autour d'elle.

Politique technologique et de recherche, diplomatie, politique européenne, politique culturelle, stratégie industrielle et commerciale : dans tous ces domaines, la défense a un rôle essentiel à jouer, tout simplement parce qu'elle est un élément essentiel de la volonté politique tout court, laquelle participe à son tour étroitement de l'existence politique d'un peuple.

On n'existe pas pour les autres mais pour soi, ce qui n'exclut nullement, bien au contraire, la coopération et la volonté de paix. Renoncer au réflexe de défense, qu'il s'exprime sous une forme principalement religieuse, politique, économique, ethnique ou culturelle ou à travers une combinaison de ces formes de présence c'est renoncer tout court à s'affirmer, donc à exister. C'est d'ailleurs sans doute la raison pour laquelle lorsqu'une affirmation identitaire rencontre l'échec suite à un rapport de forces militaires trop défavorable avec l'adversaire ou ses protecteurs, une transmutation peut s'opérer vers d'autres domaines, où le rapport pourrait s'inverser. Certains terrorismes en sont un exemple classique.

La volonté politique d'affirmer ses valeurs à travers le spectre des différentes activités s'oppose à une autre attitude, celle qui consiste à laisser des considérations ou des influences qui ne devraient être que secondaires dans le domaine de la défense prendre le pas sur la décision proprement politique. Il n'en manque pas, qu'il s'agisse de la sauvegarde à tout prix de l'emploi dans des entreprises défaillantes, de la prédominance de considérations techniques plus ou moins pertinentes, de la diplomatie parallèle menée par les armées, ou encore d'intérêts privés d'ordre industriel, politique ou personnel. Comme le prouve la solidité du système américain, un tel *distinguo* est difficile à établir et à maintenir. Les Etats-Unis allient en effet actuellement un credo d'ordre de plus en plus religieux affirmant une mission morale et mondiale à une économie de la défense où intérêts privés et programmes publics s'entremêlent, dans le cadre d'une attitude de défense globale extrêmement conséquente et surtout organisée.

Le défi consiste précisément, semble-t-il, à bâtir et à faire fonctionner une politique rationnelle, tout aussi organisée mais basée sur d'autres principes, plus sains et plus pacifiques. Dans quelle mesure peuvent-ils être partagés ? Cette question reste ouverte. Une chose est sûre cependant : dans ce domaine, le coût des investissements est tel que le jeu en vaut certainement la chandelle.

La problématique d'une politique de défense a, on l'a vu, ceci de particulier qu'elle est au cœur de la définition même d'une nation constituée. Aussi, prendre certaines hypothèses de défense, c'est postuler certaines hypothèses politiques. Parler par exemple de défense européenne intégrée, c'est postuler que la solidarité politique, culturelle, ethnique, sociale entre états européens se développera de telle façon que les intérêts d'un grand pays d'origine européenne comme la France ne sauraient diverger, dans le moyen terme, de ceux de l'ensemble d'autres pays européens au point de constituer un danger pour l'existence même de la France en tant que pôle de civilisation.

Contrairement à la croissance économique, qui peut assez facilement se postuler à partir de l'élargissement d'un marché, le partage des armes ne saurait résulter que d'un accord profond et préalable.

Individuel ou collectif, l'esprit de défense n'est toutefois qu'une condition nécessaire mais non suffisante à la pérennité d'une nation ou d'une entité supranationale. Il doit se traduire par un progrès concret et global de la nation concernée. D'autre part sa pérennité est essentiellement dépendante d'une bonne prise en compte des enjeux internationaux et de la capacité à y faire face par des moyens adaptés. Enfin la continuité culturelle d'un modèle culturel ne saurait s'établir durablement que dans la paix.

Nous serons donc amenés à nous poser successivement trois questions.

La première est celle du retour sur investissement. Autrement dit, les ressources consacrées à la défense s'intègrent-elles positivement dans le développement national et international ? Ont-elles en quelque sorte, un retour sur investissement positif ?

La seconde est celle de l'efficacité. Pouvons-nous affirmer que les moyens que nous consacrons à la défense, à notre défense et à celle de nos amis, sont véritablement efficaces ? Offrent-ils directement et indirectement la sécurité que nous sommes en droit d'en attendre ou sous quelles conditions l'apporteraient-ils ?

La troisième est, bien entendu, celle du rapport à la paix. Créons nous les conditions des conflits ou bien celles de la paix et qu'est-ce qui distingue les unes des autres ?

Ce n'est qu'après avoir mené cette triple réflexion, qu'il sera possible de risquer un bilan puis des propositions pour une évolution positive qui puisse rester aussi stable que possible dans un contexte évolutif

On peut détailler ces trois questions essentielles afin de mieux mesurer les enjeux, qui, on l'a vu, pèsent très lourd.

La première consiste à se demander si l'investissement consenti pour la défense par le contribuable citoyen restitué à la politique nationale, à plus ou moins long terme et sous les formes les plus diverses, les moyens mis en œuvre.

En d'autres termes, la défense globale est-elle politiquement, économiquement, culturellement **rentable** pour les intérêts généraux du pays, ou du club international auquel il appartient ? Et si la défense globale c'était, tout simplement, l'affirmation politique, la volonté de participer à une compétition mondiale avec pour but l'existence en tant que collectivité ?

La seconde, tout aussi complexe, consiste à savoir si la défense est techniquement **efficace**. Ne consacre-t-on pas du temps, de l'énergie et de l'argent de façon inadaptée aux objectifs recherchés ? Comment concilier les objectifs politiques de défense, par définition évolutifs, et la nécessité pour les techniciens de l'armement et leurs clients les militaires de travailler dans le long terme pour des raisons à la fois techniques et budgétaires ? Comment agir à la fois sur les facteurs humains, technologiques, diplomatiques, économiques pour faire que le pion bleu avance plus vite que les autres ? Comment prendre en compte l'évolution à court terme dans une politique à moyen et long terme ?

Quant à la troisième question, c'est nous semble-t-il celle du **rapport à la paix**. Aujourd'hui comme hier, le vieil adage *si vis pacem para bellum* se vérifie toujours. Il s'accompagne hélas d'un corollaire que l'on pourrait formuler ainsi : « Qui trop prépare la guerre, finit par la faire ». Sur le point de la dialectique entre guerre et paix, édicter des règles générales serait beaucoup trop ambitieux et quel espace resterait-il alors au talent des politiques pour s'exprimer ? Et surtout, en globalisant le concept de défense, peut-on à la fois revendiquer hautement le droit à la concurrence culturelle internationale et favoriser la paix, ou celle-ci ne peut-elle procéder que de la perte d'identité des nations, ou de certaines d'entre elles, au profit d'ensembles internationaux plus ou moins flous, censés être plus pacifiques que les états nations ou entre lesquels l'équilibre de la peur serait plus facile à établir ?

La première impression que donne toute défense nationale est celle d'un immense gaspillage de ressources. Qui ne songe aux terrifiantes capacités de destruction accumulées par les armées américaines, russes, chinoises ou même françaises et britanniques ? Qui ne songe à la mise à la ferraille, dans des conditions souvent dramatiquement dangereuses, de l'arsenal soviétique, des surplus américains devenus obsolètes ou de quantités importantes d'armements sophistiqués achetés par certains pays arabes ?

Les petits dragons du Moyen ou de l'Extrême-Orient sont d'ailleurs de moins en moins en reste. Même si certains n'en sont encore qu'à leurs débuts, on peut légitimement craindre pour la suite

Dans un autre ordre d'idées, il y a la disproportion entre les dépenses positives et des dépenses qu'on pourrait juger a priori négatives. Face à la misère galopante d'une partie très importante de l'humanité, les investissements démentiels réalisés dans des buts de défense incertains et parfois aléatoires et qui génèrent de graves dangers non seulement de nature militaire mais aussi écologique ou morale, paraissent irresponsables voire dans certains cas criminels.

Pourtant le problème n'est pas nouveau et dans l'histoire, les dirigeants ont presque toujours consacré aux équipements de guerre des ressources confiscatoires prélevées sur l'économie nationale ou les particuliers. Serait-ce uniquement parce qu'ils sont possédés d'une volonté de conquête inextinguible, par le simple goût de la puissance ou encore par quelque esprit malin ? Certains, bien sûr, l'ont été ou le sont encore mais beaucoup d'autres n'étaient nullement des va-t-en-guerre. Alors, pourquoi ont-ils agi ainsi ? A supposer qu'ils aient eu des raisons sérieuses d'investir lourdement dans la défense, encore faut-il prouver qu'ils l'ont fait à bon escient.

Deux séries de questions avant de retomber sur nos pieds avec la défense de la paix

Et si toutes ces dépenses n'avaient pas seulement un objectif militaire et constituaient prioritairement un investissement, dont on attend un retour ? Comme pour le libéralisme, l'Europe ou le développement durable, c'est certes aujourd'hui que le concept de défense globale a trouvé sa formalisation mais il a, en pratique, toujours existé et avec lui, chez les dirigeants, les préoccupations sociales, culturelles, économiques et même de communication. Bref, la justification des dépenses militaires concernait en fait tout ce qui est régalien ou devrait l'être.

Si elles en ont un véritable sens, militairement parlant, sous quelles conditions ont-elles une chance d'être véritablement efficaces ? Par qui, pour qui et pourquoi ? En d'autres termes, qui doit défendre efficacement et selon quelles modalités ? Qui doit être défendu et selon quelles modalités ? Quel degré doit atteindre la menace préventive, quelles réactions prévoir et comment préparer le champ d'action, qu'il soit local, régional, international, mondial voire spatial ? Accessoirement, dans quelles cours d'école la France peut-elle et doit-elle jouer ?

Dans les deux cas, quelles conditions faut-il remplir pour atteindre l'objectif ?

Evoquons d'abord le retour sur investissement. La construction de forces de défense qui bien souvent ont été des forces d'attaque ressemble un peu à un iceberg. On a l'impression de voir l'essentiel et l'on n'en voit que la plus petite partie. Un beau jour, il bascule sous l'effet de forces invisibles et sous-marines, provoquant force remous et dégâts. La défense nationale est d'abord un prétexte à dépenser et à imposer. C'est ainsi que les 3% du budget considérés comme un objectif classique et un critère de crédibilité révèlent déjà que la défense nationale est un objet de standing avant d'être un sujet d'efficacité. Pourquoi, en effet, l'importance de cette dépense revêtirait-elle chez des états très différents dans leur situation et leurs postures un côté proportionnel ?

Le retour sur investissement paraît bien souvent davantage l'effet de forces obscures et hasardeuses qui peuvent être liées au génie d'un aviateur, à l'excellence d'un stratège soutenu par les politiques du moment, à l'omnipotence de la devise de l'état dominant. Il faut aussi prendre en compte, et de façon essentielle, l'importance de son marché intérieur, autrement dit les dimensions de ses propres armées, qui constituent généralement un marché captif pour la technologie nationale ainsi que la possibilité d'amortir les « frais fixes » de la recherche et du développement..

Au hasard des temps, on voit tel ou tel pays devenir influent, s'implanter en tant qu'exportateur d'armement dans moult états du monde puis son influence reculer faute de soutien ou de constance dans l'effort. L'évaluation de ces mouvements n'est pas facile et n'est, en tous cas, que peu systématique.

Mais l'évaluation du retour sur investissement est probablement moins aisée encore dans des domaines moins visibles que le poids politique de tel ou tel pays dans le monde. Efforçons-nous donc de classifier. Quels sont les aspects particuliers de l'« effet défense », quel en est l'aspect global ? Mais il faudra aussi nous demander ce que font les autres, puisqu'il s'agit d'une dialectique et quelles en sont les conditions d'optimisation.

A la différence du retour technique, qui par définition n'apparaît qu'en cas de conflit, les retombées économiques des activités de défense sont assez évidentes. Ce sont des activités essentiellement nationales, à haute technologie, susceptibles d'être largement aidés par l'Etat et d'assurer les carnets de commande pendant une longue durée. Elles peuvent générer des exportations à forte valeur ajoutée. Elles intéressent aussi bien la recherche que l'industrie et font vivre des entreprises privées aussi bien que publiques. La création de consortiums internationaux a permis d'équilibrer le caractère aléatoire des marchés, dû entre autres à la cherté des produits vendus et au rôle essentiel qu'y jouent les rapports de force politiques.

Le retour politique des activités de défense est, lui, plus diffus et nécessite quelque réflexion. Il est clair qu'en se dotant successivement des armes nucléaires de différentes générations et des vecteurs les plus modernes pour ces armes, la France a pu rapidement consolider et développer après la dernière guerre, un statut que sa simple présence de vainqueur de la onzième heure ne lui aurait jamais assuré dans les rapports internationaux. Elle a ainsi bénéficié d'un répit dans la baisse progressive de son influence internationale. Ce répit pourrait bien prendre fin quand il sera envisagé, un jour ou l'autre, de mettre ces vecteurs d'influence dans des mains étrangères tout en acceptant des dominations économiques et politiques appuyées sur des marchés plus larges que le nôtre.

L'aventure Dassault des années soixante à quatre-vingts, appuyée sur le développement international des petits dragons, est caractéristique de cette période. Parallèlement à l'affirmation de sa stature internationale du pays, la France apparut alors comme une voie de recours, d'alliance, d'intermédiation entre les grandes puissances de l'époque. Elle était à nouveau une puissance, de rang inférieur certes mais avec laquelle il était possible de négocier à la fois une contre-assurance politique et des moyens de défense proportionnés aux besoins des pays clients. Elle apportait une technologie de défense adaptée à leurs besoins et à leurs possibilités financières associée à une influence politique acceptable et acceptée. La complémentarité des actions était évidente.

Tel n'est plus le cas aujourd'hui. La technique a « divorcé » de l'assise politique internationale. L'industrie française ou européenne cherche à vendre des matériels de

défense de plus en plus sophistiqués sans être en mesure d'assurer économiquement le « point mort » nécessaire à l'obtention d'un prix suffisamment attractif.

Mais ni la France ni l'« Europe », prisonnières l'une d'une politique internationale insuffisamment créative, l'autre du concept de l'OTAN, ne sont en mesure, ne sont en mesure d'apporter à un éventuel client d'appui politique intéressant et crédible. Dès lors, notre pays se voit contraint de chercher à vendre au travers de l'action politique. C'est dire que notre industrie use aujourd'hui notre potentiel politique au lieu de le renforcer.

L'exemple et le contre-exemple démontrent bien que le tandem politique-défense, en matière internationale, est instable et qu'en conséquence il doit constituer une préoccupation constante du pouvoir politique.

D'une politique d'expansion qui ne peut avoir que des retombées favorables sur les rapports de force internes à l'Europe, on passe quelques années plus tard à devoir assumer une industrie de défense qui doit impérativement se regrouper avec d'autres intérêts économiques sous-tendus par des intérêts politiques différents voire opposés. Les nécessités « économiques », suivant une théorie hypocrite chère aux libéraux, en viennent à dominer la volonté politique. Mais qui donc gouverne ces intérêts économiques : les forces du marché, des patrons ambitieux, des états dissimulés ? C'est toute la question !

Bien évidemment, il en va de même des intérêts culturels, qui vont de pair avec nos intérêts de défense. Il convient tout d'abord de se rappeler que dans de nombreux pays de la planète, et pas forcément chez les moins développés, les milieux de la défense sont très proches du pouvoir. Qu'il s'agisse de la Russie, du Pakistan, de l'Indonésie, de nombreux pays du Moyen-Orient juif, turc, arabe ou persan, de l'Afrique en général mais aussi de la Chine voire des Etats-Unis eux-mêmes, les couloirs des services de renseignement ou d'action et les cours des casernes communiquent toujours avec les allées du pouvoir.

En conséquence, la coopération linguistique et culturelle entre gouvernements est et sera toujours marquée par les contacts que les anciens responsables de tels ou tels pays ont pu avoir avec leurs homologues français lors de leur formation de militaires, d'ingénieurs, de policiers ou à l'occasion de telle ou telle coopération. La domination américaine dans certains pays, européens ou pas, n'est pas imputable à autre chose.

Il est sans doute paradoxal de se dire que l'utilisation principale ou résiduelle du français dans tel ou tel pays est souvent plutôt due à une ancienne camaraderie entre Saint-Cyriens qu'à l'attraction spirituelle et intellectuelle de notre pays. C'est pourtant une réalité. Et cette réalité pèse d'autant plus que notre message culturel « autonome » a fortement tendance, ces derniers temps, à se diluer voire à s'évanouir, dans le flou européen. De l'identité française, on passe à ce qu'il faut bien appeler une sous culture dominée par des groupes commerciaux, au sein desquels l'image d'une France forte et indépendante n'est plus guère perçue.

La culture scientifique et technique est également très liée au secteur de la défense. On touche ici au redoutable problème des langues de communication scientifique, des normes techniques et de la langue de communication en matière de défense. En ce qui concerne, précisément, la recherche, la démonstration n'est plus à faire. Elle est à la fois triste et simple : les sommes qu'une nation se refuse à investir dans l'avenir scientifique, social, culturel, elle les consacre avec zèle aux moyens d'anéantir son prochain.

On peut philosopher sur ce point au regard de la misère du monde, mais c'est un fait. Lorsqu'on considère les sommes énormes investies par les Etats-Unis dans les programmes de recherche et développement plus ou moins liés à la défense, on ne peut qu'être abasourdi. Mais il en va de même dans beaucoup d'autres pays, tout au moins en proportion. La plupart des technologies de défense trouvent des applications directes ou indirectes dans le domaine civil. C'est d'ailleurs précisément là que réside le problème.

Qu'il s'agisse de l'informatique, des applications spatiales, de l'aéronautique, des technologies navales et de bien d'autres domaines encore, celui qui investit dans la défense bénéficiera nécessairement, à terme, d'une avance technologique cumulative et surtout de l'amortissement par la collectivité nationale ou multinationale des frais fixes importants générés par les activités de recherche et développement : c'est au nom de la défense que ces pays progressent scientifiquement et techniquement.

C'est pourquoi, tant que les pays européens se rattachent majoritairement au principe d'une défense assurée par l'OTAN, toute prise de relais par une recherche « européenne » liée au secteur de la défense sera aléatoire car dans l'OTAN, tout est adossé au monde anglo-saxon : langue de travail, normes, objectifs, commandements,. Dès lors, la véritable indépendance politique par rapport aux Etats-Unis reste un mirage qui s'éloigne toujours davantage.

Il y a aussi ce que l'on pourrait appeler le retour « social » des activités de défense et dont le vieux débat sur l'armée de métier et l'armée populaire n'est qu'un aspect. Le fait de porter les armes pour son pays, pour telle ou telle foi, telle ou telle idée ou même simplement de s'engager à le faire revient à poser l'acte politique par excellence puisqu'il implique le cas échéant de se sacrifier en vue d'un but collectif.

De ce point de vue la suspension du service national, pour des motifs réputés techniques ou financiers, est assez symbolique d'un état d'esprit qui évoque les *condottieri* de la Renaissance. L'argent est censé suppléer au sang, la défense d'une collectivité redevient à titre principal le fait de professionnels appointés à cette fin.

En allant plus loin, on peut se demander si l'existence d'un appareil de défense techniquement valable même s'il n'est souvent que partiellement adapté aux missions demandées aujourd'hui, a des conséquences sur le mental collectif de la nation ou du groupe de nations auquel nous appartenons ? La réponse est probablement oui.

Certes, les armées françaises semblent bien avoir, pour leur part et d'un point de vue opérationnel s'entend, assez bien géré la transition entre des forces essentiellement fondées sur la conscription et un outil de défense professionnalisé.

Mais le débat persiste en ce qui concerne les conséquences de cette réforme sur l'identité nationale. La participation personnelle à l'effort de défense et de façon plus générale la participation désintéressée à une tâche collective, reste incontestablement un élément incontournable de la formation du jeune citoyen. Si l'on souhaite éviter que ce dernier ne se transforme en pur consommateur, c'est-à-dire en cible désignée des grandes entreprises à travers la publicité ou des media de plus en plus concentrés, des politiciens à travers la propagandes politique voire des religions. Il convient d'y réfléchir sérieusement.

Lorsqu'on prétend expliquer à des masses intellectuellement non autonomes où est le Bien et où est le Mal, on n'est plus très loin, en effet, de provoquer des catastrophes. En effet si la responsabilité citoyenne n'existe plus toujours, l'appareil guerrier, lui, existe bien et il risque d'être utilisé, par exemple dans les guerres préventives.

L'attitude consummatrice qui implique l'acceptation d'un plat préparé, qu'il soit de nature matérielle, idéologique ou spirituelle, est bien plus dangereuse à terme pour la paix que le principe de connaître le prix que l'on attache à sa liberté (pas de celle que l'on impose aux autres, bien entendu) et d'être prêt(e) le cas échéant à le payer. En faisant disparaître cette éventualité des esprits, on menace bel et bien la paix.

Enfin, il y a l'effet global et cumulatif, qu'on pourrait aussi appeler le retour synthétique des activités de défense.

Qu'on le veuille ou non, c'est une illusion de penser qu'un grand pays peut, à terme, conserver une existence culturelle et une existence politique tout court si sa langue est progressivement chassée des zones de la concertation diplomatique, de la communication entre les acteurs de la défense, des laboratoires et des congrès. Tout se tient, chaque maille renforçant l'autre. Si l'on perd une maille de la construction politique, tout se détricote dangereusement... et nous, nous risquons de perdre notre cotte de mailles tout entière.

Or, la diffusion culturelle est, de façon vitale, dépendante de la langue, dans un monde toujours plus exposé aux forces commerciales. Et ces forces commerciales ne sont rien d'autre que des forces politiques masquées. Les dirigeants des grandes entreprises ont en effet, eux aussi une culture personnelle dont ils sont d'autant plus dépendants qu'ils vivent dans un monde spécifique, celui des affaires, où l'appauvrissement culturel est de règle. Ils sont des vecteurs, souvent ambitieux, d'une culture et donc d'une force politique et l'« économie », n'en déplaie aux hebdomadaires pour cadres, n'est jamais neutre. Aussi est-ce une grave erreur que de croire que le marché intérieur français suffira à rendre pérenne notre culture dans un cadre artificiellement limité à l'Europe. Ou nous ancrons solidement notre identité culturelle dans la mondialisation, ou elle nous échappera finalement. Et qui pourrait se fixer comme objectif, recherché pour lui-même au nom d'une vague entité à ce jour inconsistante, sa propre disparition ? Même les *kamikaze* avaient en principe un but... mourir certes, mais dans l'honneur et en sauvant la patrie ! Il n'y a d'ailleurs rien de nouveau là-dedans, ce qui est nouveau sans doute c'est notre propre manque d'ambition et d'affirmation. S'affirmer, c'est accepter la concurrence mais pas seulement la concurrence économique.

D'autre part, le champ des activités de défense est par définition interactif puisqu'il est fondé sur la méfiance réciproque ou tout au moins sur la prudence. Chacun va essayer de savoir ce que font vraiment ses adversaires réels ou supposés mais aussi ses amis même s'il ne s'agit pas forcément de conflits potentiels mais tout simplement de rapports de force où l'on souhaite prendre le meilleur. Comme l'écrivait un grand stratège chinois, la définition même de la meilleure stratégie est qu'elle permet d'arriver à ses fins sans avoir besoin de faire la guerre.

C'est tout l'enjeu de l'intrusion économique et technologique, que chacun pratique allègrement aujourd'hui. Malheureusement les Français s'y livrent moins que d'autres car ils se sentent moins à l'aise dans la sphère économique purement privée : prises de participation stratégiques dans des entreprises disposant de savoir-faire spécifiques,

coopérations techniques orientées, lobbying très en amont de décisions majeures d'une direction générale de la Commission Européenne, sans compter la vaste gamme des techniques de renseignement ou de désinformation classiques. Les Américains et d'autres grandes puissances parfois maîtrisent bien un système dont ils ont réussi à imposer les règles du jeu à travers leurs relais libéraux européens. C'est somme toute le grand jeu d'aujourd'hui. On impose d'abord ses propres règles et ensuite on joue. Qui gagnera sur cette base, c'est assez facile à deviner !

Qu'en est-il de l'alternative européenne, ou si l'on préfère comment nos partenaires disposant d'activités de défense significatives se positionnent-ils ?

Les Britanniques, dont il est de tradition en France de stigmatiser le mauvais esprit européen, jouent semble-t-il bien davantage que nous, la carte du bon sens. Ils ne mettent pas tous leurs œufs dans le même panier et tout en donnant des gages limités aux Américains, restent disposés à discuter d'autres solutions. Le sommet de Saint-Malo était significatif à cet égard. Dommage que le message d'outre Manche ne passe guère auprès de nos dirigeants, obsédés semble-t-il par l'idée, sympathique mais saugrenue, que l'Europe pourrait être un jour une sorte de grande France indépendante. Les Allemands jouent un jeu différent, tout à fait dans la tradition d'une politique organisée et structurée sur le moyen terme. Ils doivent tout d'abord finir d'absorber les contrecoups de la réunification et reconstituer leur capacité compétitive, reprendre progressivement position dans leur hinterland naturel d'Europe orientale, et commencer à ré-émerger en politique internationale via un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité qui leur permettra d'avoir eux aussi le fil direct avec Washington, Moscou ou Beijing. Pendant ce temps, les Grünen (Verts) continueront à faire tourner le miroir aux alouettes du fédéralisme européen.

Un peuple de 80 millions d'habitants, déjà fédéralisé mais en fait très centralisé, peut maintenant voir arriver le « fédéralisme » européen avec philosophie, surtout avec la clientèle assurée des pays baltes, danubiens ou est-européens : il a retrouvé la profondeur stratégique traditionnelle. Seule la Pologne pose vraiment problème aux Allemands, mais cela non plus n'est pas franchement nouveau.

Quant aux Espagnols et aux Italiens, les rebuffades constantes qu'ils essuient de notre part ne les encouragent pas vraiment à penser en termes non-OTANIENS !

Dans ce contexte nos intérêts, si nous nous considérons désormais incapables de les défendre nous-mêmes, peuvent ils être défendus par d'autres ?

Ce qu'on est convenu d'appeler l'« Europe » peut prendre dans une certaine mesure le relais mais les choses ne sont pas réellement comparables. Les négociateurs européens s'intéressent peu ou pas du tout à l'usage et à l'enseignement du français, quant ils n'avantagent pas carrément celui de l'anglais. Or, la nature et la langue de la formation des futurs techniciens ou dirigeants étrangers constituent des clés essentielles dans les futures relations culturelles, politiques et commerciales, dans le cadre de relations bilatérales.

Le passage de relais à l'« Europe » ne peut donc être que fortement préjudiciable, à terme, à un pays comme la France même si une bonne coordination des intérêts européens est utile. La direction européenne, au sein de laquelle la France occupe une place de plus en plus marginale, promeut indifféremment les groupes industriels européens avec une seule

obsession en tête : la liberté de la concurrence. Dans certains cas d'ailleurs les lobbies américains ne sont pas étrangers à certaines préférences européennes, dans la cohérence du rattachement du gros de l'« Europe » à l'OTAN. Toujours la défense globale...

Tout cela n'est pas très réjouissant sauf naturellement dans une hypothèse que certains semblent appeler de leurs vœux, celle où il n'existerait d'ores et déjà plus d'intérêts français *stricto sensu* mais uniquement des intérêts « européens », idée assez vague qui semble paradoxalement nous être particulière en Europe. Nous avons en effet tendance, faute de vraie culture internationale en France, à prêter aux autres Européens, bien plus nombreux que nous et généralement mus par d'autres motivations, notre propre vision du monde.

Mais dans l'autre hypothèse possible, selon laquelle il serait encore possible d'identifier des intérêts culturels, économiques, sociaux, humains en un mot, propres à notre communauté francophone et internationale, une question se pose. Quelles seraient finalement les conditions d'un bon retour sur investissement en matière de défense et, plus largement quel est le rapport entre l'acteur et son outil, entre le peuple au sens large que nous constituons et sa défense, considérée comme un élément clé de l'indépendance et même de l'existence politique tout court ?

Le « retour » sociétal, qui est d'ailleurs également, on le verra, une condition essentielle de l'efficacité d'une Défense, semble être le premier à privilégier. Aujourd'hui il est souvent considéré comme une vague retombée, permettant aux armées et aux industriels de recruter suffisamment de personnel de qualité. Il conviendrait cependant de s'attacher au rapport entre le citoyen et les moyens de défense, non en tant que valeur abstraite telle que le fameux lien armées-nation mais en tant que lien concret et personnel.

La capacité des citoyens à s'engager directement au service d'un système politique et d'une civilisation à laquelle ils tiennent, non de façon agressive, conquérante et fermée mais d'une manière proportionnée, raisonnable et ouverte, reste en effet vitale pour l'affirmation politique.

Elle ne peut s'acquérir qu'avec l'éducation, une véritable éducation structurée et équilibrée qui ne se réduirait pas à l'instruction publique. L'action éventuelle au service de la défense n'est en fait que le couronnement éventuel d'une vision profondément citoyenne, désintéressée et laïque de la société. **Il se trouve simplement que le modèle de société que l'on tend actuellement à nous vendre sous prétexte de mondialisation, d'eupéanisation et de réalisme incarne assez largement l'inverse de cette attitude.** Ce modèle implique une critique permanente ciblée sur les services publics, l'Etat et de façon générale sur tout ce qui est souverain et non marchand.

Le libéralisme ambiant en tant que doctrine a si bien pénétré nos modes de pensée, même en France, que l'on tend maintenant couramment à s'imaginer, avec un optimisme confondant, que la liberté sans entraves du commerce est le fondement de la liberté individuelle et qu'il est normal et sain qu'il y ait des pauvres et des riches du moment que tout le monde va à l'office le dimanche. On en vient tout doucement à l'attitude américaine version Monroe, c'est-à-dire à croire que ce que l'on pense doit « normalement » s'appliquer à tous ceux, dans le monde, qui n'ont pas les moyens de défendre leur propre *credo* par l'argent, les armes, la terreur ou le nombre.

C'est pourquoi les activités de défense, véritable conservatoire de valeurs telles que l'engagement personnel ou l'esprit de citoyenneté, constituent une véritable clé pour réagir contre la dérive actuelle qui fait du citoyen un consommateur universel, potentiellement exposé à consommer également et sans plus de discernement des produits, non seulement matériels mais aussi intellectuels. Et parmi ces « produits », il en existe de plus en plus qui sont porteurs de risques. L'absence de toute réflexion se généralise.

Prenons un seul exemple. Une guerre universelle au « terrorisme » est lancée. Très bien. Mais qui a osé poser une seule fois la question : quels terrorismes et pourquoi le ou les « terrorismes » ?

Aussi une Défense bien comprise est-elle, de ce point de vue, l'un des meilleurs antidotes possibles contre la guerre, parce qu'elle oblige à se poser les questions essentielles : pour quoi, pour qui nous défendrions-nous ? Renvoyer cette question cette question sur l'« Europe » telle qu'elle nous est présentée aujourd'hui, c'est la renvoyer sur l'OTAN et par ricochet sur les Etats-Unis. C'est donc ne pas y répondre puisque c'est renvoyer par principe le choix à d'autres décideurs politiques, mus par des analyses et des motivations qui, on s'en doute, ne sont pas du tout nécessairement les nôtres.

Autre condition nécessaire d'un bon retour sur investissement : l'efficacité économique. Il est frappant de constater que dans la période récente, celle où l'adéquation optimale a été rencontrée par la politique française dans ce domaine est ce que l'on pourrait appeler la génération Dassault et nous en avons évoqué les possibles raisons.

Une condition essentielle de l'efficacité économique en matière de défense nous paraît dès lors d'éviter autant que possible le divorce entre les activités nationales (ou, si l'on veut, européennes) du secteur de l'armement et la politique de défense qui correspond au même espace souverain. Ainsi, faire son cheval de bataille à l'exportation de matériels qui pour des raisons de prix de revient, ont peu de chance de devenir compétitifs, c'est prélever sur la substance nationale au lieu d'y contribuer car l'on vend alors doublement à perte.

Une première fois, en cherchant à assurer à tout prix une production déficitaire, dont les coûts de développement ne sont pas adossés à un marché national sérieux. Ensuite, pour obtenir à coup de concessions en matière financière, politique, économique, la clientèle de pays qui ne présentent pas d'intérêt spécifique pour la politique extérieure de notre pays, en espérant que celle-ci voudra bien rester stable et crédible dans l'espace temps considéré. Les choses sont pires encore quand d'autres intérêts économiques supérieurs, l'abus du recours à des intermédiaires douteux plus ou moins mêlés à la politique intérieure des deux pays ou l'utilisation habile par le pays client de la nasse économique formée par l'opération, viennent s'en mêler.

La politique de développement et d'exportation du char Leclerc en Péninsule arabique, du Rafale ou des frégates Lafayette vers la République de Chine, constituent à cet égard des exemples illustrant ce qu'il n'aurait sans doute pas fallu faire. A l'arrivée, le contribuable et le travailleur français paient les pots cassés sans que ni l'économie, ni la défense française ne s'en portent mieux pour autant.

A l'inverse, on a vu la France se dessaisir progressivement de l'entièreté de son secteur des armes légères d'infanterie alors que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie ou la Belgique

continuent à en produire dans des conditions globalement satisfaisantes et que les missions actuelles des forces françaises ou alliées accusent des besoins constants dans ce domaine.

On risque ainsi de déconnecter progressivement l'activité économique de défense de la défense elle-même, d'en faire une forme de spécialité « neutre » et apatride sans rapport avec le dessein politique ou même les nécessités pratiques et quotidiennes de nos forces, qu'elles soient missionnées par le gouvernement de la République pour compte propre ou dans un cadre multilatéral.

A l'arrivée, le bilan économique est mauvais. On achète cher ce dont on a besoin et que l'on pourrait proposer à d'autres. On vend de plus en plus difficilement, en prélevant sur son propre capital politique et sur l'argent du contribuable des produits sophistiqués dont il devient de plus en plus indispensable de partager la maîtrise avec d'autres, ce qui a par ricochet des conséquences politiques redoutables.

Et à force de filer la quenouille par les deux bouts, les impasses politiques arrivent un jour ou l'autre. Il faut donc retrouver la cohérence et le plus tôt sera le mieux, dans le cadre d'une perspective de défense globale.

Il en va de même de la veille économique. Nous avons encore, grâce à nos grandes écoles d'ingénieurs et à la Direction Générale de l'Armement, un potentiel de veille technique et de recherche considérable. Servons nous-en, non pour développer sans réflexion économique et politique des filières durablement coûteuses mais dans le cadre d'une prospective globale. Telle est sans doute la condition majeure pour éviter la reproduction des erreurs d'aujourd'hui et retrouver une dynamique profitable à tous.

La même logique de cohérence s'applique aussi aux aspects culturels. La France dispose encore, pourrait-on dire, de quelques atouts dans son jeu. Son organisation administrative lui permet de regrouper les fonctions régaliennes, tant au niveau central qu'au niveau local sur la planète, grâce à un puissant réseau diplomatique servi par d'excellents professionnels, souvent ancrés eux-mêmes dans une élite locale francophone ou qui pourrait le redevenir. Les embryons d'une synergie excellente et porteuse existent et sont même parfois en développement grâce à l'intelligence de nos fonctionnaires de tout poil et à la capacité d'initiative qui reste une qualité de l'esprit français.

Mais ici aussi, il convient d'utiliser au mieux les possibilités offertes par un secteur très large qui peut porter aussi bien sur une coopération politique et humaine que sur une coopération scientifique, technique ou militaire.

Or, où se trouve par exemple la connexion entre notre influence culturelle dans la péninsule arabe ou en Iran et plus généralement au Proche et Moyen-Orient et notre politique de défense dans cette région ? Quel en est le bénéfice final, si l'on tire tous les comptes dans tous les domaines ? Le bilan global est-il positif ou, malheureusement, lourdement déficitaire pour la coopérative française voire « européenne » ?

Les conditions générales nécessaires au retour sur l'investissement « défense », qui n'est rien d'autre qu'une incarnation de l'investissement politique tout court, apparaissent finalement assez simples.

Avoir une prospective globale et non isolée par secteurs, mettre en cohérence les différentes facettes de « nos » politiques, ne pas dissocier notre action commerciale de nos objectifs de fond, sont des conditions indispensables. Mais ce ne sont que des conditions statiques, en quelque sorte.

Peut-être est-il encore plus indispensable de remettre le cheval en avant pour redécouvrir un cercle vertueux. Cela veut dire rendre confiance, sur la base d'un projet, à l'appareil dont nous disposons encore dans le monde et qui garde toute sa puissance. Il attend d'être mis au service, non de forces économiques incertaines et non démocratiques mais d'une influence bienfaisante et active au service de la paix et des idéaux des Lumières.

Nous en arrivons à un deuxième groupe de questions concernant la Défense.

L'efficacité militaire existe-t-elle et quelles en sont les conditions ?

Par quels moyens un pays comme le nôtre ou un groupe de pays peut-il assurer sa défense, en partant de l'hypothèse qu'il souhaite le faire, non dans la soumission de facto à tel ou tel empire mais de façon autonome, dans le respect des idées, des civilisations et des cultures ?

Dans ce domaine, les motivations réelles sont souvent loin d'être clairement explicitées par l'échelon politique. Or, comment construire des moyens efficaces si l'on ne sait pas soi-même ce que l'on veut réellement ou si l'on ne l'exprime pas vraiment ?

Que veut-on au juste ? **Exister politiquement et imprimer sa marque dans le monde ou bien se soumettre par principe, sous prétexte d'efficacité mais en réalité par conformisme et incertitude sur ses propres valeurs, à la mondialisation, aux marchés, à l'Europe, à la chrétienté universelle, à la « liberté » libérale ou à un mélange de tout cela, bref à tout ce qui peut débarrasser des problèmes existentiels et faire que l'on dépense de l'argent sans savoir pourquoi ?** Participer à la construction universelle dans le respect des autres et dans la paix ou imposer, à la romaine, sa propre vision réputée la seule possible, d'une démocratie interne, à d'autres peuples et sous la menace des missiles ?

L'histoire, y compris récente, regorge d'exemples d'erreurs de stratégie, de matériels coûteux rendus obsolètes, d'équipements inefficaces ayant généré des pertes énormes, de flottes redoutables finalement sabordées et d'avions qui pourrissent sur des aéroports perdus. Le principe même de la paix étant d'éviter la guerre, le gaspillage pourrait en principe être une bonne chose puisqu'il prouve qu'on n'a finalement pas eu besoin de la quincaillerie militaire amassée à grands frais, mais ce serait une vision plus ironique que réelle de ces situations.

La bonne méthode consiste peut-être à examiner successivement, d'un point de vue politique la justification de certains grands chapitres de dépenses et l'importance de certaines problématiques pour un pays comme la France. D'un point de vue politique, car le métier des armes est en effet, comme son nom l'indique, un métier qui nécessite des compétences et de grandes compétences car il se fonde sur l'utilisation de la ressource humaine, la plus précieuse et ce, en milieu risqué. Il nécessite des compétences techniques dont les politiques, en règle générale, ne disposent pas.

Autrement dit, demandons-nous comment apporter dans les meilleures conditions possibles et en restant dans des limites financières raisonnables, une efficacité maximum au volet spécialisé, proprement militaire, de la défense globale

La première dimension, essentielle dans notre contexte, est celle de l'information et, de façon plus transitive, du renseignement. Car avant d'agir il faut savoir et savoir objectivement. Il faut donc analyser, avec des éléments de jugement corrects et actualisés. Synthétiser avec d'autres sources, être capable de générer l'efficacité « dans l'œuf », tel est l'enjeu de ce sport qu'est le Renseignement.

Immédiatement, une question se pose. Le renseignement n'a par lui-même aucun intérêt et doit donc être à tout moment, mis en perspective. Qui va opérer cette transmutation, dans quel but et dans quel contexte ?

En France, comme dans la plupart des grands pays participant à l'équilibre mondial, il existe un système d'engrenages reliant les états-majors des grands ministères concernés (Défense, Affaires étrangères, Economie et Industrie, Recherche, Intérieur), les moyens du Parlement et les chaînes décisionnelles de l'exécutif, en particulier les différents cabinets. Ce système tourne, il est en général bien huilé. Il présente toutefois, comme tout système, des faiblesses et des impératifs qu'il s'agit de satisfaire pour qu'il tourne bien.

Au plan technique, le renseignement peut, soit s'acquérir de façon autonome, soit s'acheter. La France, grâce à ses moyens techniques et intellectuels, sa structure géographique ainsi que par les investissements qu'elle consent en termes de réseaux internationaux, est relativement bien placée au plan autonome. Par contre, l'option d'indépendance, tout au moins à ce jour, ne lui permet pas toujours d'optimiser son accès aux ressources de l'OTAN. Encore faudrait-il démontrer que les Américains se montreraient plus coopératifs si les dirigeants politiques français étaient politiquement plus dociles....

Mais la collecte de l'information comme de l'information traitée reste aussi, dans la majorité des cas, passive. Autrement dit, les informations arrivent sur la table dans la mesure où elles ont paru intéressantes ou nouvelles à tel ou tel et non, en général, en fonction d'une commande elle-même dépendante d'une stratégie préalable et prospective. Le chassé-croisé des ministères, les soi-disantes urgences des emplois du temps tendent à faire que des travaux de valeur ne sont pas étudiés convenablement et que la superficialité du court terme tend à balayer le travail à moyen terme. Si ce phénomène n'est certes pas nouveau, il tend à devenir prépondérant et constitue dès lors un gaspillage. A quoi sert d'entasser méticuleusement des trésors d'information si c'est pour mal les exploiter ?

Deuxième problème : la privatisation. Dans la majorité des cas, et cela joue d'ailleurs aussi bien aux Etats-Unis que chez nous, la synthèse de l'information s'effectue maintenant dans des instituts privés aux noms plus ou moins ronflants, à base de géopolitique ou de stratégie et dont beaucoup réalisent d'ailleurs des travaux de qualité. L'ennui, c'est que ces instituts sont de par leur statut et les nécessités économiques dont ils sont dépendants, exposés à différentes influences, que ce soit en interne ou vis-à-vis du public, à travers les interventions que les animateurs de ces sociétés font à la télévision ou dans la presse, en particulier lors des crises internationales. Là aussi, le désir de « faire des économies » en se privant de moyens propres peut recéler des dangers. **Qu'il s'agisse de puissances étrangères ou de lobbies privés, l'origine de la prise de décisions essentielles doit impérativement être protégée et la meilleure protection possible est probablement la « pensée en amont », parce qu'elle est originale et indétectable.**

C'est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit de la défense globale : celle-ci concerne aussi et peut-être davantage encore l'information économique, financière, scientifique. Nous manquons probablement de cellules de synthèse généralistes, qu'elles soient composées de généralistes ou d'un rassemblement de spécialistes suffisamment ouverts. La DGA est probablement trop spécialisée et trop liée à l'industrie, même si individuellement ses fonctionnaires tentent souvent d'obvier à des problèmes dont ils sont bien conscients.

Il y ensuite le problème des forces et de l'économie générale de ces forces. Il faut du « corps » à une défense mais là aussi, pour quoi faire ? Peut-être peut-on raisonner à partir de trois principales fonctions de la Défense :

Poser et maintenir la dissuasion qui pose la crédibilité générale de la nation au plan internationale, assurer la défense du territoire métropolitain et océanique, permettre l'intervention ponctuelle dans le monde en vue du maintien de la paix et de la défense de nos intérêts. Dans le sillage de ces trois grandes fonctions, on peut trouver trois pôles, trois couples de réflexion.

La dissuasion implique le maintien à niveau de l'avantage compétitif mais aussi la limitation de la dissémination, qui permet à d'autres états ou groupes d'états d'accéder à la même technologie et de créer –tout au moins à nos yeux- des dangers supplémentaires. Où les limites du raisonnement se trouvent-elles dans ce domaine, c'est difficile à dire mais rien n'empêche de s'y essayer.

La défense du territoire métropolitain a-t-elle encore un sens dans le contexte actuel ? Elle génère en tous cas un couple défense populaire/défense professionnelle puisqu'il est inconcevable de défendre un territoire ou plus généralement un patrimoine de civilisation localisé sans une implication active de l'ensemble de sa population.

Aujourd'hui, le concept d'intervention est devenu familier. Le revirement initié par Reagan et les Bush, de la politique américaine, implique de la part du monde occidental une perte de complexes qui tourne de plus en plus ouvertement au néo-colonialisme. Rappelons-nous en effet que les guerres coloniales ont été menées au nom de la civilisation, du progrès, quand ce n'est pas de la liberté et de la démocratie !

Dans ce contexte, les responsabilités mondiales d'une France même « européanisante » ne peuvent qu'être mises en exergue, impliquant l'appel à ses capacités de défense. Ainsi se trouve posée la double question du quantitatif –quelles forces avec quelle projection- et du qualitatif : quelles forces, par rapport à quelles interventions et dans quel contexte ?

En faisant de la France une puissance nucléaire, le général de Gaulle a voulu permettre à la France, décrédibilisée et affaiblie par la guerre et la décolonisation, de reconstituer ses positions. Il su, de façon extraordinaire, transformer l'exercice de bluff qu'était pour une large part l'affirmation de la « France Libre » en une véritable présence internationale, permettant de relancer le cercle vertueux d'une défense globale.

Qui plus est, il est parvenu à la faire largement accepter et en faire une base économique. Le développement économique d'après-guerre, organisé par les leaders de la Quatrième République puis de la Cinquième a, à son tour, fourni une assise solide au développement politique.

Parallèlement, la France a su ensuite domestiquer le nucléaire et, en matière de Défense, passer aux vecteurs navals, cohérents avec sa situation particulière de puissance océanique. Elle est devenue membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU et du club fermé des puissances nucléaires.

Mais aujourd'hui, à supposer qu'elle n'abandonne pas tous ces actifs à l'« Europe », a-t-elle les moyens de continuer sur sa lancée ?

En termes de vecteurs, la modernisation est probablement possible même si elle est coûteuse et va nécessairement de pair avec une modernisation, elle aussi coûteuse, des éléments de protection des vecteurs sous-marins.

En termes de dissémination, les choses sont plus complexes.

Ou bien, on part du principe que tout pays hostile à l'OTAN ou auquel l'une des puissances de l'OTAN – pour ne pas dire la principale- est hostile est, potentiellement, un « état voyou ».

Ou bien, on garde sa liberté de jugement en fonction de l'attitude plus ou moins conciliante de ses propres partenaires et l'on estime que l'accès de certains états menacés à des facultés de défense accrues peut éviter à une grande puissance la tentation de les attaquer et de générer ainsi de graves aléas pour la paix. L'attitude des Etats-Unis face à la Corée du Nord ou l'évolution des relations entre l'Inde et le Pakistan, sont assez significatives à cet égard.

Au final, le problème de la dissuasion devient finalement, de plus en plus, celui de la dissémination. Il ne s'agit plus seulement, d'ailleurs, de la dissémination des techniques nucléaires mais de celle de matériels de plus en plus complexes, de plus en plus sensibles et de plus en plus discrets. Elle ne porte plus seulement sur les matériels eux-mêmes mais sur leurs conditions d'utilisations sous la forme d'équipements spéciaux, de la fourniture des signatures radar ou missiles, de la formation des personnels aux techniques les plus en pointe. La gestion efficace du problème dépend probablement de la capacité de nos dirigeants à négocier différents éléments contre d'autres et particulièrement en termes de dissémination. Il faut rester à la fois responsables et réalistes, ce qui n'est pas toujours facile pour des Français !

Si l'on évacue dans un premier temps le credo fondamentaliste qui consisterait à poser qu'il n'existe plus de territoires nationaux mais seulement « européens », il reste à définir comment le territoire hexagonal, celui des DOM-TOM et leurs zones économiques ou approches peuvent à tout moment être défendus contre l'agression ou les pressions extérieures. Qui parle de territoire, parle nécessairement de populations civiles, donc de leur perception quantitative et qualitative de la menace et de leur adhésion à leur propre défense. C'est bien là que le bât blesse aujourd'hui, semble-t-il.

La menace contre les territoires et plus généralement l'espace de vie de nos ressortissants et adhérents, est-ce l'hypothétique conquête du monde par un Empire du Milieu suivant le modèle de Blake et Mortimer, autrement dit une Chine qui deviendrait agressive ? Est-ce que les Russes, après quelques années de stage dans le libéralisme mafieux, redeviendraient une menace ? Est-ce « le terrorisme », nom technique au travers duquel on mélange joyeusement, ou plutôt tristement, des actions de natures politiquement très diverses, est le nouvel adversaire désigné, auquel cas nos énormes dispositifs de défense « classique » n'ont aucun sens ?

Ou bien ne serait-il pas plus prudent de se dire qu'aucun peuple n'étant définitivement vacciné contre les tentations totalitaires et les menaces ne venant pas toujours par principe de l'Est, il est sage de ne pas mettre tous ces œufs dans le même panier et de revenir au sain concept de la défense tous azimuts ? Les peuples élus, ça n'existe pas !

Le courage d'assumer ouvertement des options idéologiques c'est-à-dire d'affirmer que pour la France et le cas échéant, pour d'autres états européens, la menace reste universelle, semble rare. Affirmer une menace universelle, c'est dire que cette menace peut certes être d'origine plus ou moins aléatoire et terroriste mais aussi, le cas échéant, consister en des pressions intolérables sur les principes mêmes de notre culture et de notre civilisation, dont nous entendons rester les seuls arbitres.

Dès lors, il s'agira d'impliquer l'ensemble des citoyens dans la défense. Or, cela suppose que lesdits citoyens partagent avec leurs dirigeants politiques l'appréciation des situations, ce qui présuppose naturellement qu'ils en sont pleinement informés.

Or, que se passe-t-il aujourd'hui ? On fait dépenser à ces mêmes citoyens leur argent sur des objectifs de défense abstraits, décidés par d'autres dans le cas de l'OTAN, européanisé ou non. Les moyens sont essentiellement adaptés à des menaces dont tout le monde s'accorde à penser qu'elles sont en ce moment virtuelles. L'Alliance atlantique est devenue peu ou prou un club d'anciens adversaires privés d'initiative politique réelle en adéquation avec des objectifs de défense autonomes, mais soumis (à travers entre autres le projet de Constitution européenne) au système de l'OTAN, ce qui revient à nier le concept de défense européenne indépendante.

Qui plus est, les objectifs de l'OTAN, dans la mesure où ils pourraient être considérés comme autonomes, sont aujourd'hui largement extérieurs au territoire européen et *a fortiori* national. La dérive est donc patente. En français, cela veut dire que nous payons pour des objectifs de défense globale exclusivement décidés par un seul état-membre de l'OTAN avec lequel, d'ailleurs il serait probablement possible de discuter « business » si nous voulions bien savoir nous-mêmes ce que nous voulons et prendre en main nos véritables intérêts.

L'attitude de défense reste pourtant un élément nécessaire sinon suffisant de l'efficacité d'une défense et le critère d'une unité politique, religieuse ou politico-philosophique capable de mobiliser des individus en nombre adéquat. Il est donc important de constater que l'existence même d'une défense susceptible d'intervenir de façon significative dans le jeu des forces internationales pose le problème de l'attitude de la population qui est concernée par ces moyens de défense.

Ou bien la population se sent concernée et responsabilisée par ces moyens ou elle se sent non impliquée. La réponse à cette question est naturellement essentielle puisque si la condition nécessaire n'est pas remplie, alors l'effort de défense est vain et la condition même de l'existence politique se pose pour le peuple concerné.

Dans le contexte que l'on vient d'évoquer, les problématiques de l'armée populaire et de la réserve se sont, tout au moins pour la première, éloignées de nos préoccupations. En effet, la prédominance des fonctions de dissuasion et d'intervention sur la défense du territoire aussi bien que le caractère dépassé de la conscription traditionnelle, ont dans notre pays conduit à donner au concept de guerre populaire un caractère suranné, laissant

la place à celui d'armée professionnelle. Cette évolution va toutefois de pair avec une réapparition de la réserve opérationnelle qui, dans une certaine mesure, la compense. Dans l'esprit, la réserve opérationnelle valorise en effet la nécessité, en République, d'associer la population non seulement intellectuellement mais physiquement à l'effort de défense et d'éviter de confier la fonction de défense de façon exclusive à de purs professionnels. Cependant, elle n'implique qu'une partie très limitée, qualifiée et *a priori* favorablement disposée de la population, sur une base de rémunération équivalente aux personnels d'active pendant le temps de service effectif.

Une autre question que l'on peut se poser c'est celle, itérative en matière de défense, de l'évolution des concepts tactiques et stratégiques. Les Etats-Unis, qui sont un inépuisable réservoir d'inventions ou tout au moins de techniques meurtrières, continuent à travailler et d'autres, il faut bien le dire, aussi.

La France n'est d'ailleurs pas nécessairement en reste car si nos politiques ne sont pas toujours les plus inspirés nos ingénieurs, par contre, sont souvent très bons. On parle déjà des « mini-nukes », qui sont la possibilité de miniaturiser les charges nucléaires et d'en réduire éventuellement les effets collatéraux. Mais le magasin spécialisé, en attendant qu'il se transforme en supermarché pour pays riches et peu responsables, a déjà beaucoup de choses en rayon. Drones de toutes tailles, missiles plus précis et multi-milieus, engins spatiaux, électronique durcie pour des conditions d'utilisation difficiles, généralisation de la vision nocturne, armes non létales mais très efficaces, la liste s'allonge sans cesse. En milieu maritime, le travail sur les coques modernes et discrètes offre des possibilités intéressantes car elles pourraient, à terme, parvenir à surmonter l'un des inconvénients majeurs de la projection navale, sa lenteur.

De façon générale, les pays technologiquement les plus puissants cherchent à protéger leurs points faibles, c'est-à-dire la gestion de leur facteur humain en matière de défense et la diffusion médiatique non contrôlée qu'impose, en principe, la démocratie. Ils cherchent par contre, naturellement à imposer leurs points forts. Ce sont en général des technologies d'annihilation « propres » qui en réalité ne sont pas plus propres que d'autres mais qui ont l'immense avantage, en matière de communication, d'être fugaces, généralement discrètes et moins spectaculaires. Ils cherchent aussi, à travers la manipulation des media et les rapports de force économiques, à réduire leurs faiblesses.

Ici aussi, on a l'impression que ces évolutions ne sont pas, en ce qui concerne la France, véritablement intégrées dans notre vision politique, qu'elle soit orientée vers une hypothétique défense « européenne » ou vers la valorisation par la négociation des actifs français d'aujourd'hui ou de demain, comme cela a pu être le cas dans un passé encore récent. Du côté européen, les choses sont claires. L'OTAN, aux termes mêmes de l'éventuelle constitution européenne, garde la main et le concept de défense européenne indépendante, par le fait même, relève donc du mythe. A quoi bon, si l'on a finalement décidé d'adhérer dans les faits à l'OTAN en signant de tels textes, continuer, en même temps, à investir dans une défense construite, à grands frais, sur des principes gaullois ?

Dans le cas inverse, il conviendrait de hiérarchiser nos besoins selon la trilogie territoires, projection et dissuasion et d'organiser la recherche, le développement et la production de façon à la fois puissante et sécurisée, dans un milieu diplomatiquement optimisé. Ce serait alors une démarche structurée, dynamique, cohérente qui reste à construire.

Les nouveaux développements en matière de défense constituent, historiquement, l'occasion de reprendre la main aux pays qui se sont laissés endormir dans un jeu complexe, évolutif, souvent inégal et dont il est toujours de difficile de coordonner tous les aspects. Cela donne souvent aux pays les plus puissants un avantage décisif : même avec une qualité d'exécution médiocre, leur puissance leur permet de jouer tous les avantages de la défense globale en jouant la cohérence de ses différentes facettes. Il n'est que de voir à quel point la puissance soviétique a pu, longtemps, faire illusion au point de fournir à l'autre empire les moyens de consolider durablement ses positions dans le monde entier.

Les empires cherchent et c'est caractéristique dans le cas des Etats-Unis, à fixer leurs propres règles du jeu. Sur le plan technique, il s'agit d'imposer, à travers le choix des armes, un combat inégal.

Comme le boxeur qui a une bonne allonge, ils cherchent à maintenir à distance leurs adversaires en leur imposant leur jeu : « Je peux te frapper, mais toi, tu ne peux pas me frapper ». Il en va ainsi, particulièrement, de l'usage systématique de la domination aérienne dont les Etats-Unis sont spécialistes depuis la dernière guerre.

Qu'il s'agisse de missiles, d'avions de combat ou d'hélicoptères, les aéronefs sont le moyen de dominer l'adversaire sans mettre en danger sa propre sécurité ni celle de ses ressortissants, armés ou non. Il en va aussi de l'utilisation de l'arme blindée en face de combattants ne disposant pas des mêmes moyens, par exemple.

Mais en matière de défense, et particulièrement de défense globale, la bataille de la communication est, elle aussi, essentielle. Elle se traduit par un autre dialogue : « Je peux te frapper ou t'imposer telle ou telle situation, mais tu n'a pas le droit de te défendre en utilisant d'autres armes ». Le bombardement global est autorisé même s'il fait des dizaines de milliers de victimes civiles, le dépôt de bombes en milieu civil, lui, ne l'est pas.

L'analyse du problème du « terrorisme », actuel s'il en est, est à cet égard révélatrice. En soi, le terrorisme est une technique de guerre qui permet à ceux qui, quelles que soient leurs motivations, ne peuvent lutter contre une puissance équipée de moyens modernes, de poursuivre la lutte. A strictement parler, l'expression « lutte contre le terrorisme » n'a donc pas davantage de sens que « lutte contre l'arme nucléaire », « lutte contre le sous-marin » ou « lutte contre l'arbalète ». Il y a d'ailleurs déjà eu, en son temps, des condamnations de principe visant l'utilisation de ces armes avant qu'elles ne soient, hélas, passées dans le domaine commun. L'expression « guerre contre le terrorisme » en a moins encore, puisqu'il s'agit de mener une guerre tous azimuts contre des adversaires qui n'ont a priori aucun rapport idéologique voire géographique les uns avec les autres, à moins de considérer que l'utilisation d'une méthode de combat suffit à globaliser un adversaire. Mais alors pourquoi ne pas mettre dans le même sac les utilisateurs de l'arme nucléaire et les terroristes, puisque techniquement ils suivent, à l'échelle près, les mêmes principes ?

C'est en effet la terreur imposée au peuple japonais par la mort de centaines de milliers de civils qui aura permis, selon ses auteurs, de rapprocher la guerre du Pacifique de sa fin. Deuxième problème. Pour des raisons évidentes, le recours au terrorisme qui consiste à frapper au cœur des populations de l'adversaire à de s'en prendre, hors conflit régulier, à des cibles humaines susceptibles d'influencer ses décisions, est condamnable... tant que ledit terrorisme reste en échec. Dès lors qu'il aura « réussi » à faire prévaloir ses objectifs,

il se verra généralement et parfois sur les mêmes théâtres, requalifié en Résistance. La Résistance est, elle, un concept valorisant qui, de façon significative, est identifié par un lieu et des hommes et ne reste pas global et indifférencié comme le terrorisme.

En d'autres termes, c'est l'échec temporaire qui discrédite le terrorisme et non son essence même, qui n'est guère différente de celles d'autres formes d'action armée.

Quoique assez classique dans l'histoire des conflits (qu'on se rappelle par exemple les Hashashin, secte fanatisée de l'Iran du XV^{ème} siècle), le terrorisme peut s'analyser par son action mais aussi par ses causes et autant le débat porte sur l'annihilation des effets du terrorisme. L'analyse de ses causes en fonction du type de terrorisme utilisé est par contre quasiment absente, étant entendu que les analyses à caractère plus ou moins religieux sont évidemment sans rapport sérieux avec le sujet

Au final, toute l'histoire prouve que sans la volonté politique qui sous-tend à chaque instant le devenir d'un peuple ou d'un ensemble de peuples, l'accumulation des armes les plus formidables n'est rien.

Tout commentaire normatif mis à part, on sait que le sacrifice personnel est l'arme ultime des faibles. S'il se manifeste souvent de façon liée au terrorisme, il en est l'illustration la plus spectaculaire et la plus ultime, mais aussi de façon terriblement efficace car il est en déphasage complet avec l'attitude correspondante des civils de l'autre camp.

Il ne reste plus dès lors qu'à traiter le sujet sur un plan de communication, ce qui paraît finalement la position la plus cohérente à prendre pour la puissance dominante, depuis César jusqu'à aujourd'hui. En globalisant la menace sous un vocable unique, en pratiquant l'amalgame avec un système politique, une religion ou une race, on parvient dans une certaine mesure à provoquer la mobilisation mais au prix d'un terrible risque, celui de rallumer une véritable guerre globale, bien différente d'un conflit localisé et gérable par des moyens techniques et diplomatiques.

On retiendra de cette évocation comme de ce qui précède une conclusion simple, qui se rattache sans doute aux principes cartésiens. **De même qu'il ne faut jamais tenir aucune chose pour vraie sans en avoir soupesé soi-même, préalablement, les principes de véracité, de même il faut absolument éviter de laisser les autres fixer les règles du jeu auquel, bon gré mal gré, l'on participe.** En politique comme dans la vie des entreprises économie, perdre l'initiative, laisser tel ou tel cartel rattaché à tel ou tel empire dire où est la menace, c'est déjà commencer à perdre son identité politique.

Les règles du jeu doivent être fixées en commun et non définies de l'extérieur, ce qui n'empêche nullement les alliances, la coopération, les actions communes, bien au contraire. Les conditions d'une défense efficace sont d'abord dans cet axiome.

Mais elles sont aussi dans la recherche de l'indépendance du renseignement, susceptible d'être manipulé dans l'œuf même dans un circuit interne et à plus forte raison s'il provient sans contrôle de l'extérieur. Investir dans les moyens, protéger au maximum les sources mais aussi partager les analyses et continuer à former les politiques responsables, sont des principes indispensables à la construction d'une politique de défense intelligente.

Elles sont dans la rationalité des choix économiques, de façon à éviter d'affaiblir inutilement l'économie ou la défense en imposant à celle-ci des impératifs industriels inadaptés à ses objectifs propres ou au contraire à celle-là de soutenir sans objet réel des

efforts qui seraient mieux placés sur d'autres secteurs. C'est en amont qu'il faut raisonner, non en aval au vu des mauvais bilans économiques de certaines entreprises ou de certains secteurs.

Elles sont enfin dans le maintien au sein de la population non seulement de l'esprit de défense mais aussi de la condition d'existence de cet esprit : la compréhension de la politique nationale. Déconnecter totalement la nation de sa défense, c'est risquer de rendre les décisions politiques incompréhensibles et à partir de là, d'obscurcir les options politiques fondamentales qui peuvent être proposées au plan international.

La Défense doit s'intégrer dans l'être politique même de la nation ou d'un groupe de nations. Elle doit réunir les conditions pour être, à tout moment, efficace. Mais elle doit aussi et même principalement, dans une vision humaniste, prévenir la guerre et le cas échéant maintenir, chez les autres, la paix. D'autre part c'est ce combat qui est essentiel.

A quoi sert la dépense, à quoi sert le risque qu'on prend à développer des capacités de défense si la chance de réduire les tensions n'est pas plus forte que le risque ?

Comment gérer ce paradoxe très ancien mais aussi très actuel ? Comment faire en sorte que la puissance nécessaire ne soit pas détournée volontairement ou non à des fins belliqueuses ? Comment ne pas créer involontairement une ambiance de guerre ? Ce sont ces questions, toujours actuelles, qu'il est utile d'examiner à la lumière d'aujourd'hui.

Quel est donc ce rapport à la paix, ce combat pour la paix qu'il s'agit de mener le plus efficacement possible ?

La situation actuelle fournit un large échantillonnage de situations de guerre effective ou larvée, à condition naturellement qu'on donne au terme de guerre une acception assez large. On est même allé, aux Etats-Unis, jusqu'à employer le terme de guerre face à un adversaire diffus qui n'est défini que par un mode d'intervention, le « terrorisme ».

Tout cela n'est bien sûr pas bien nouveau mais incite à se souvenir que les paix soi-disant définitives fondées sur des valeurs ou pseudo-valeurs de nature purement matérialistes tendant à privilégier *l'homo oeconomicus* sont, par essence, fragiles car ils ne tiennent compte que très partiellement des ressorts de l'âme humaine.

Les paix impériales fondées sur l'imposition, par la force au besoin, de systèmes jugés plus démocratiques et d'une meilleure qualité normative à des peuples qui n'en veulent pas parce qu'ils leur reprochent, précisément, d'être instrumentés par une seule puissance étrangère, ne le sont pas moins. Les concepts de peuple, de nation, de culture restent et resteront sans doute les plus fondamentaux et il est donc indispensable de les intégrer à une recherche rationnelle de la paix et à la prévention des conflits, non d'en faire d'hypocrites tabous.

L'un des facteurs de génération des conflits actuels les plus tenaces est ce qu'on peut appeler la guerre par injustice. Dans telle ou telle région, un peuple ou une minorité considère avoir été spoliée de droits reconnus, légaux ou légitimes et décide en tout ou en partie d'avoir recours à la force pour les recouvrer. Parmi ces droits, celui de se gouverner de façon indépendante ou autonome sur un territoire donné, ce qui pose immédiatement la question de la délimitation de ce territoire et celle de la légitime ingérence, un état ou

groupe d'états s'arrogeant le pouvoir de dire le droit, éventuellement en contradiction l'un avec l'autre.

Il y a aussi la guerre par ricochet, dont les Balkans constituent traditionnellement une zone exemplaire. Les minorités et les majorités ethniques et confessionnelles s'y emboîtent de telle façon que toute prise de décision avantageant dans l'un des états telle ou telle majorité ou minorité déclenche de façon quasi automatique une réaction en chaîne car le rapport de forces au sein de l'état voisin s'en trouve modifié.

Il y a la guerre de prosélytisme : l'affirmation d'un droit spécifique issu d'une religion, par exemple par rapport à des lieux réputés saints ou d'une idéologie, quand il s'agit de défendre un glacis politique, susceptible de protéger le lieu central de cet idéologie à travers des régimes plus ou moins inféodés.

La guerre économique existe aussi, par exemple dans le cas d'une défense globale de type préventif. Tout compte : les ressources énergétiques mais aussi le verrouillage des axes de transport, le maintien d'une avance technologique susceptible d'influencer les marchés des changes à travers des prises de position offensives ou la prise de contrôle politique de pays géographiquement bien placés. Bref, le Grand Jeu !

Un nouveau type de guerre tend semble-t-il à apparaître : la guerre globale d'un empire, non contre un adversaire identifié mais contre une méthode de combat : le terrorisme. Elle évoque la lutte contre les nihilistes jeteurs de bombes du tournant du siècle précédent, à ceci près que l'adversaire semble bien moins homogène dans ses convictions. Ou bien s'agit-il d'une « fausse » guerre du type de celles que les empires coloniaux menèrent contre la Chine ou diverses cibles coloniales, en utilisant la vieille technique de l'amalgame : guerre de l'Opium, guerre du Mahdi, guerre d'Ethiopie et bien d'autres ?

Guerre donc contre le terrorisme, guérillas en Amérique latine, guerres tribales mâtinées de problèmes religieux en Afrique, guerres nationales au Sri-Lanka, au Moyen-Orient, en Tchétchénie. Au Kosovo, en Côte d'Ivoire, au Haut-Karabakh, en Indonésie, au Kashmir, en Iran ou en Syrie, la guerre peut demain se déclencher.

Par transition on en arrive aux situations de résistance armée à divers gouvernements installés et à ce que l'on pourrait appeler des situations de compression où la paix existe encore mais où la situation de crise est évidente et peut déboucher d'un instant à l'autre sur le conflit.

Comme dans le volcanisme, il existe même des fumerolles qui attestent en permanence d'une hostilité larvée même si elle paraît aujourd'hui inoffensive : frontière germano-polonaise, Chine et Taiwan, Chypre. Ailleurs enfin, les rapports de force sont si disproportionnés que la résistance est étouffée et ne se manifeste que par à coups, généralement sous la forme d'un terrorisme spectaculaire ou par l'émigration forcée comme au Tibet. Ailleurs enfin les sentiments identitaires de la population se sont momentanément ou définitivement calmés mais une minorité agissante se manifeste toujours, parfois en Europe même. L'Irlande ou le Pays Basque restent des foyers toujours renouvelés de tensions endémiques dont les causes ne meurent jamais. Au Canada et dans d'autres états fédéraux, l'identité culturelle de certaines provinces ou états ne trouve toujours pas les garanties suffisantes de sa pérennité. Plus récemment, l'Ukraine fournit

un exemple de la manière dont, mêlée à des intérêts de grandes puissances, des conflits politiques internes pourraient aussi dégénérer en conflits.

Ainsi, pourquoi ne pas réfléchir aux mécanismes, aux enchaînements principaux qui sont à l'origine des conflits armés, qu'ils soient exprimés ou larvés afin de pouvoir nous demander par quels moyens, dans le cadre d'une défense globale, il est possible d'y mettre fin, de les circonscrire ou de les prévenir ?

Ce qui est frappant, c'est qu'en général ces causes se combinent, s'interpénètrent et s'enchaînent pour former un processus cumulatif menant finalement à l'accroissement de la tension voire à l'explosion. Et puis il y a les catalyseurs et les facteurs de risque comme les erreurs d'appréciation ou de communication, l'irresponsabilité des acteurs politiques, les pressions de la rue, les accidents de parcours divers, le rôle trop réussi ou manqué des services d'action.

Devant cette complexité et la puissance des enchaînements négatifs, relayés par celle des media actuels que la course à la privatisation rend vulnérables aux pressions, comment positionner un dispositif armé ou plus généralement et liée à un accroissement de la culture internationale dispositif de défense au service de la paix ? Le rôle d'un seul pays agissant en leader a-t-il encore un sens, autrement dit le maintien de la paix n'est-il plus possible qu'en choisissant entre le multilatéralisme et le poids d'un empire ? Y a-t-il encore de la place pour une puissance moyenne mais agissante ?

Dans ce domaine comme dans d'autres, la première réponse possible est celle du volontarisme politique. Pour exister politiquement, la première condition à remplir pour réussir si ce n'est la seule, est de vouloir. Vouloir exister, vouloir convaincre, vouloir négocier, vouloir le cas échéant contraindre. La guerre étant par essence un phénomène subjectif, elle ne se laisse pas ramener à des facteurs purement objectifs et par conséquent la recherche de la paix offre une large place à l'initiative et même, probablement, à la construction d'une véritable stratégie positive, la stratégie de la paix. Que ce phénomène soit de nature dialectique, c'est par contre évident.

A la lumière de ce qui précède, tout indique que le déminage des causes de conflit doit se faire très en amont, qu'il doit inclure une approche profondément éducative et liée à un accroissement de la culture internationale. De par leur diffusion et l'influence qu'elles peuvent exercer en politique, les religions du Livre y jouent un rôle spécifique. Le sentiment de justice retrouvée, l'expression mesurée des forces politiques elles mêmes souvent teintées d'options éthiques ou partiellement religieuses sont également des éléments indispensables du cocktail de paix.

Le rôle de la Défense semble dès lors de prendre le relais de la prévention « morale » et culturelle, de l'élargir au domaine international, de sécuriser les avantages pour la paix une fois acquis. C'est bien sûr le but recherché en permanence par les forces de paix et en particulier par l'Organisation des Nations Unies dont il est devenu traditionnel de contester le rôle voire de le contrecarrer. Certains états cherchent même à lui retirer les moyens d'exercer efficacement sa mission en ajoutant à ses difficultés internes des obstacles externes ou des difficultés financières.

Mais l'articulation avec l'éducation qui forme les générations futures, susceptibles de se battre ou d'opprimer, manque et surtout le terrain gagné est sans arrêt reperdu. Les jeunes esprits oublient en effet l'expérience, même indirecte, des guerres et des souffrances qu'elles entraînent. Dès lors, ils sont inévitablement gagnés à nouveau, un jour, par l'agressivité collective.

Pourtant, à partir du moment où il est question de menaces globales, la réponse ne peut être que globale. S'imaginer qu'on peut combattre le « terrorisme » à coup de murs de sécurité, d'action directe ou d'invasions est bien entendu une lourde erreur, tant qu'on ne va pas jusqu'au génocide, et encore. S'imaginer que la menace vient toujours de l'Est et qu'il existe une sorte de force de Coriolis qui générerait les conflits est naïf et provient du simple fait qu'à l'Ouest de l'Europe il y a l'Océan, lequel peut d'ailleurs recéler des sous-marins ! Or, l'hystérésis de la pensée veut que la menace soit toujours perçue à base de fantassins et de tanks alors qu'elle est sans doute, aujourd'hui, de nature beaucoup plus diffuse et abstraite : menace de la propagande, de l'aliénation, d'un terrorisme instrumentalisé et instrumentalisant ou tout simplement menace imprévue.

La dissuasion lourde, tout au moins vis-à-vis des ennemis actuellement identifiables, ne fonctionne pas non plus et il faut donc recourir à l'arsenal classique des polices, des services spéciaux ou de l'occupation pour limiter les dégâts. Mais dans le cas de la Russie comme dans celui des USA, encore faut-il savoir si l'on crée l'insécurité ou si on la contient, d'autant plus qu'aucun responsable ne semble s'y interroger sur l'origine réelle du problème ni sur le bien fondé de la politique employée.

Bien entendu, la gendarmerie, au sens large du terme, peut avoir un côté militaire mais comme toutes les gendarmeries elle a aussi un côté préventif. Encore faut-il trouver des volontaires pour ce rôle.

L'expérience de la gestion des conflits localisés pendant les derniers lustres tend à prouver que dans la plupart des cas on aboutit par ces moyens, au mieux, à geler les situations.

Déclinons maintenant tout cela sur une base géographique pour tenter de définir les conditions d'une stratégie de la paix.

Les conflits européens, de niveaux divers, n'ont pas disparu. Pour l'essentiel, ils concernent actuellement sous leur forme ouverte le flanc sud-ouest de l'Europe traditionnelle. Sous une forme larvée ils affectent quelques régions de grands pays dans des zones à forte identité culturelle (Pays Basque, Irlande du Nord).

Les conflits mondiaux localisés affectent une grande partie de la planète et il serait hélas fastidieux d'en dresser une liste exhaustive. Asie centrale, Péninsule indienne, Archipel indonésien, Proche et Moyen-Orient, Afrique de l'Ouest et de l'Est, Amériques latine et du Sud, Caraïbe : il y en a pour tout le monde et sous les formes les plus diverses. Dans de nombreuses zones l'animosité ethnique, tribale ou religieuse, les agissements de tel ou tel gouvernement, les intérêts économiques ou stratégiques, l'oppression extérieure entretiennent de dangereux foyers plus ou moins visibles.

Les menaces globales pour la paix sont par nature plus diffuses et il faut parfois les rechercher assez loin, au risque de déranger certains tabous.

Les risques générés par l'opposition est-ouest ou plus exactement USA-Russie, semblent certes s'éloigner puisque la Russie, poussée dans ses retranchements par le superman américain, voit ses glacis traditionnels aux confins de l'Europe se fissurer en Ukraine, au Belarus, en Moldavie et en Asie centrale. Mais la réaction viendra probablement un jour

ou l'autre, quand le géant américain, mis en appétit par ses succès, ne saura plus jusqu'où il est allé trop loin. La situation tchéchène est à cet égard un révélateur.

Le péril jaune ou si l'on préfère la « menace » chinoise, à laquelle bien des gens se réfèrent indirectement quand il question de « construire l'Europe » ou de « maintenir les liens atlantiques » ce qui d'ailleurs revient aujourd'hui à peu près au même, continue à occuper les esprits et à générer des comportements variables. Les uns pensent qu'historiquement ce sont toujours « les autres », Occidentaux, Russes ou Japonais, qui ont agressé les Chinois. Les autres, que c'est précisément pour cela ou parce que l'économie chinoise en plein boom et qu'elle nécessite l'accès aux ressources, qu'un risque existe car les Chinois pourraient vouloir une revanche. A ce stade cette menace relève du procès d'intention, même si le problème formosan existe bel et bien, tout comme un voisinage parfois tendu avec le Viêt-Nam. Et il faut noter que l'ingrédient religieux qui peut ou pourra peser en Chine n'est nullement de nature prosélytique.

Puis vient « le terrorisme » qui semble plus dangereux encore, à l'échelon de la planète, par ses conséquences indirectes que par son action directe. Il tend en effet à réveiller les vieux démons qui opposent entre elles les religions du Livre qui sont, elles, prosélytiques, à moins que ce ne soient, précisément, le retour de l'influence de celles-ci chez les décideurs politiques de toute nationalité qui soit à l'origine du processus.

Il y a enfin, précisément, le retour en force de l'intolérance religieuse qui peut donner la guerre raciale au nom de la spiritualité. C'est le côté obscur au pouvoir, le répugnant « Dieu est avec nous » qui justifie toutes les folies. Voilà une menace une menace encore plus dangereuse que le terrorisme car elle implique les masses.

Gardons-nous donc de tous les côtés et ne partons pas du principe que la menace vient toujours de l'Est ou que nous ne pouvons pas tomber un jour en sujétion dangereuse.

Quelles peuvent être les réponses à ces menaces globales ?

Elles peuvent, naturellement, être de nature militaire et posent naturellement, à ce titre, l'immense problème de la dissuasion. Ce terrible concept voit ses limites sans cesse grignotées. De l'intérieur par l'évolution technique qui tend à permettre l'utilisation d'armes techniquement d'une « efficacité » comparable à celle du nucléaire mais « dosables ». De l'extérieur par l'accès progressif de nouveaux impétrants au club des armes nucléaires.

Le marché de la terreur s'élargit et avec cet élargissement, le maintien de la paix ou plus exactement d'une paix, devient de plus en plus difficile. Dans un cas comme dans l'autre, la menace globale est nécessairement forfaitaire et incertaine et repose dans certains cas sur le procès d'intention. Le débat militaire dépassant nos compétences, nous nous bornerons à remarquer qu'il existe aussi sans doute d'autres réponses, qui existent elles aussi depuis toujours mais qui sont aujourd'hui peu organisées, ou pas du tout.

Elles peuvent être de nature politique avec l'indépendance et la démocratie, techniques avec l'utilisation du renseignement, de la dissuasion et de l'armée populaire. Elles peuvent être de nature sociale, avec le développement de la culture de paix et de la culture internationale tout court. Elles peuvent être éthiques et se fonder sur l'éducation et le

développement du principe de laïcité, antidote du redoutable communautarisme, qui est un peu le tribalisme des Occidentaux, preuve si l'en est que nous ne sommes pas différents des autres, même si nous sommes souvent plus systématiques et plus hypocrites dans l'administration de la mort.

Les menaces plus localisées sont en principe l'affaire des Nations-Unies. Mais l'intervention de forces plus régionales ou de coalitions de niveau européen ou international semble se généraliser à l'initiative, pour l'essentiel, des grandes puissances qui tirent les ficelles, en groupe ou séparément. L'essentiel est semble-t-il de trouver suffisamment de gendarmes disponibles à l'instant X et que lesdits gendarmes s'entendent entre eux dans un délai raisonnable.

C'est ici que l'on peut voir la différence entre une politique volontariste et une autre qui ne l'est pas : les Etats-Unis ou la Russie, la Chine, parfois l'Inde ou le Royaume-Uni, veulent prendre en charge un problème. L'Union Européenne, où les petits pays sans intérêts mondiaux majeurs pèsent beaucoup ou les Nations-Unies, ne s'en occupent que lorsqu'elles ne peuvent faire autrement, sans doute parce que leur identité comme leur vocation sont artificielles ou incertaines. Il semble bien qu'une place soit à prendre, entre les attitudes françaises qui relèvent souvent davantage du discours que d'une politique continue, et les activités vibrionnaires des chancelleries qui ne débouchent pas souvent sur l'action.

Il en va globalement de même des conflits européens. Le caractère dévastateur et surtout spectaculairement inhumain des derniers conflits européens a pesé pour beaucoup dans la construction européenne et sa popularité. Quoique que n'étant pas, pour l'essentiel, à l'origine de l'état de paix actuel, cette construction vise, aux dépens éventuellement d'autres valeurs comme la culture ou le progrès social, à prévenir le retour d'éventuels conflits en solidarissant plus ou moins volontairement les pays européens et particulièrement les plus importants d'entre eux. Et que ce soit par tempérament ou par tactique, les « pères fondateurs de l'Europe » ont fait le pari que c'est en s'appuyant sur la solidarité économique qu'il fallait rassembler et prévenir le retour de l'horreur.

L'économie au service de la paix, tel pourrait être la devise du système actuel. Mais cette conception recèle aussi sa faiblesse. Elle est en effet cousine d'une conception bien actuelle, celle du libéralisme américain. Selon celle-ci, la paix procède en quelque sorte de la démocratie et celle-ci, de la liberté individuelle qui est une liberté économique avant d'être une liberté de conscience. C'est en quelque sorte la liberté de croire en Dieu à sa manière et de s'affirmer par le travail dans la société qui serait à l'origine du bien-être physique et moral du citoyen.

Pour l'instant, le système européen semble, contrairement à la conception américaine, avoir fait ses preuves mais la simple lecture de l'Histoire doit nous rendre modestes, à la fois sur les causes de la paix actuelle et sur son devenir éventuel.

Plutôt que de brûler les étapes de l'intégration européenne, sans doute serait-il utile de porter la réflexion sur plusieurs sujets. L'ouverture aux cultures internes est sans doute préférable à l'adoption d'un modèle communautariste qui se révèle déjà être un redoutable pourvoyeur de conflits et de crispation à base religieuse. L'élimination de l'oppression économique paraît plus porteuse que la sanctification de la concurrence. La prise d'indépendance par rapport au système atlantique et la construction ultérieure avec celui-ci d'un libre partenariat semble, pour des raisons de simple cohérence, être le seul modèle

militaire viable. Enfin, les processus de dévolution qui ont été initiés au Royaume-Uni ou en Espagne tentent d'offrir une sortie politique aux conflits violents ou larvés toujours présents en Europe.

Constitueront-ils une solution définitive ou ne feront-ils que mettre en appétit ceux qui, à l'intérieur même de frontières depuis longtemps fixées, aspirent à une véritable indépendance ? Nul ne le sait, mais force est de constater que les « solutions » fédérales – ou même confédérales- n'en sont pas toujours : la guerre des Cantons a bien ressurgi en Suisse trois siècles après l'accord des premiers cantons !

Que ce soit par la puissance de ses moyens contre d'éventuelles menaces globales, la prépotence de son attitude vis-à-vis des conflits localisés ou même sa tendance à agir dans les marches de l'Europe géographique, l'hyperpuissance américaine est toujours là. Alors, autant se poser franchement la question : telle la Rome antique, est-elle en mesure de garantir une *pax americana* ?

Qu'il s'agisse des menaces mondiales, des conflits localisés ou des tensions qui concernent plus directement notre environnement européen, l'existence de cette hyperpuissance peut difficilement être considérée comme un facteur de paix. Certes, on ne peut lui retirer le mérite de l'initiative de peser sur certaines situations où, bon gré mal gré, elle convainc un certain nombre d'états ou d'organisations de lui emboîter le pas et de sanctionner en aval, par la reprise des opérations militaires ou politiques en cours, sa politique unilatérale. La contamination démocratique imposée par l'application temporaire de la force multilatérale tend à se généraliser et, dans certains cas, à réussir.

Mais, de toute tradition historique, la greffe démocratique imposée par d'autres est vouée, à terme, à l'échec. Elle est perçue au départ comme un corps étranger qu'il faut rejeter et la disproportion des moyens militaires et économiques ne fait rien à l'affaire, à moins de recourir à un quasi-génocide, antinomique avec les principes d'action affichés.

D'autre part confondre démocratie et liberté, comme le font souvent les Occidentaux, est souvent à l'origine de contresens dangereux sur le terrain, lorsqu'il s'agit de maintenir la paix. L'histoire récente est jalonnée d'interventions américaines dont le bilan final ne paraît guère plaider, ni en faveur d'une paix profonde, ni pour une réelle démocratie.

Il serait d'ailleurs injuste de demander à un peuple particulier qui n'est ni pire ni meilleur qu'un autre, de porter sur les épaules la responsabilité de la paix mondiale, uniquement parce que dans un cas particulier, le volet européen de la seconde guerre mondiale, il a contribué, objectivement mais de façon décisive au retour de la paix et de la liberté en Europe. Encore lui faut-il partager ce mérite particulier avec l'ex-URSS et le facteur décisif en a-t-il probablement été Pearl Harbour, c'est-à-dire la mise en danger du pré carré américain dans le Pacifique.

S'il est difficile de dire qui doit imposer la paix, au moins peut-on se demander comment l'imposer et c'est d'ailleurs le sport auquel, depuis des millénaires, se livrent les diplomates dont l'activité incessante, l'une des plus utiles au monde, tend semble-t-il à s'essouffler.

Il faut peut-être y voir l'influence d'un phénomène de court-circuitage médiatique qui leur fait largement perdre leur rôle pourtant essentiel d'amortisseurs permettant le recul, la négociation, la prise en compte des facteurs culturels et une créativité suffisante.

Dans de nombreux cas, leur professionnalisme et leur autonomie ne sont plus respectés, la mise en oeuvre d'une véritable stratégie de paix à moyen terme précédée d'une analyse détaillée des facteurs négatifs et des moyens de les éliminer se voyant substituer des « feuilles de route ». Imposées à la hâte au cours de rencontres au sommet sous-tendues par des rapports de force disproportionnés et qui finalement tombent les unes après les autres dans l'oubli, elles balisent souvent bien davantage la marche de la violence que celle de la paix. Celle-ci procède souvent de l'épuisement de l'un des combattants que d'un retour au calme des esprits.

Une stratégie globale et dynamique de la paix reste pourtant à concevoir et à bâtir et l'on ne voit pas pourquoi la France, au lieu de chercher par principe à fonder son action dans un ensemble improbable, n'y participerait pas plus activement.

Cette stratégie doit s'appuyer sur ce qu'on pourrait appeler les **puissances de paix**, bien sûr : Nations Unies, organisations politiques internationales, ONG et accords régionaux mais aussi sur le travail, en amont, sur la **culture de paix**.

Les Nations Unies, si décriées ces temps-ci, représentent un concert des nations certes imparfait et sujet à de nombreux maux. Les principaux sont leur incapacité à prendre rapidement des décisions, l'obsession de la concertation qui peut dans certains cas la rendre objectivement complice de drames terribles, la bureaucratie interne voire le népotisme à New-York ou ailleurs. Mais l'ONU a aussi des qualités irremplaçables. La première est sans doute de travailler pour la paix à tous les niveaux, d'amont en aval, pourrait-on dire et donc d'être plus efficace par rapport au problème générationnel ou, si l'on préfère à l'oubli. L'oubli des générations par rapport aux conflits, aux massacres voire aux génocides reste en effet une caractéristique essentielle de l'humanité : il permet à celle-ci de recréer sans cesse mais en même temps la conduit toujours aux mêmes erreurs, dans des proportions souvent pires que les précédentes puisque les techniques nouvelles acquises entre-temps permettent d'opprimer davantage, de tromper davantage, de tuer davantage.

Les Nations Unies, grâce au bouquet d'organisations qui s'y rattachent (UNESCO, UNICEF, FAO etc.) sont en mesure de travailler le terrain à tous les niveaux et ce faisant, d'opérer un déminage mondial des causes de conflits, y compris en termes d'éducation. Elles donnent aussi leur chance à toutes les cultures et en particulier à la nôtre, ce qui n'est pas nécessairement le cas des structures européennes et *a fortiori* otaniennes. D'un côté l'unilatéralisme américain, plus efficace à court terme, appuyé sur la foi du charbonnier ou sur des complicités de rencontre, de l'autre la possibilité de dialoguer et créer des forces ponctuelles plus ou moins crédibles mais en tous cas plus légitimes, dans la plupart des cas, que l'intervention unilatérale.

La place de l'Europe reste à trouver. En noyant les quelques pays ayant atteint la taille critique : Royaume-Uni, France, Allemagne, dans un « sous ensemble flou » qui reste surtout motivé par la méfiance vis-à-vis de l'hyperpuissance américaine, il est improbable que l'on dégage une véritable unité de vues au profit de la paix.

L'Europe n'a qu'une unité de façade, de nature essentiellement géographique. Elle ressemble fort à un repli sur soi assorti d'un retour à la monoculture du christianisme, et plus spécifiquement du catholicisme, censés rassembler et définir les Européens tout comme l'adhésion appuyée au libéralisme. Comment dès lors pourrait elle cultiver, a

fortiori imposer ailleurs dans le monde, un credo qui divise ceux de ses acteurs qui disposent de moyens crédibles de projection et d'influence ?

Les ONG constituent un vaste monde où le meilleur côtoie parfois le pire mais qui représente aujourd'hui une part incontournable, parfois récupérée, de la participation citoyenne à la mondialisation du vécu humain. Elles apportent une participation universelle à tout problème, à toute misère qui surgit quelque part et à ce titre contribuent à désamorcer l'unilatéralisme qui reste l'un des facteurs les plus négatifs à moyen terme pour la paix mondiale, même si des événements ponctuels peuvent donner l'impression du contraire.

Quant aux accords régionaux qui tentent en quelque sorte de « faire la police » dans une zone donnée, on peut globalement leur reprocher la même chose qu'à ce dernier : les préférences raciales ou religieuses, la dépendance vis-à-vis de puissances majeures à l'extérieur. Ils n'apportent souvent pas les mêmes garanties démocratiques formelles que le système européen. Ils offrent en fait, souvent, les inconvénients des Nations Unies sans leurs avantages. Mais ils peuvent aussi être mieux acceptés, car dans des zones encore hantées par les spectres du colonialisme voire de l'esclavage ils ont l'avantage de susciter au moins un espoir et pour les anciennes puissances dominantes ils ont l'avantage de garder les mains propres en restant à distance, tout au moins tant que de sérieux intérêts économiques ou stratégiques ne sont pas en jeu.

Les acteurs sont une chose, mais il nous faut aussi réfléchir, en quelque sorte, à la stratégie de la paix.

Tout comme la défense, la paix a une valeur globale et de même que la défense est, en elle-même, affirmation politique de soi, la paix est équilibre avec les autres. Elle est anticipation et prévention des conflits et donc refus de l'inféodation aux intérêts d'une nation particulière censée détenir la clé du bien et du mal. Elle implique un regard neuf et constructif par rapport aux liens entre l'économique et le politique, en particulier dans le contexte entre les zones plus ou moins favorisées de la planète. Elle implique donc un apprentissage pour les nouvelles générations, celles qui effacent tout et qui recommencent.

Elle implique ouverture et donc refus de l'influence disproportionnée de facteurs raciaux, géographiques et religieux sur la politique. Elle implique culture, connaissance, échange et compréhension. Elle implique une autre vision des rapports économiques internationaux que celle qui prévaut à l'heure actuelle. Elle implique aussi le multilatéralisme puisque la paix unilatérale ne peut se fonder que sur un rapport de forces déséquilibré, donc sur une forme d'injustice.

Mais la stratégie n'est pas suffisante, il faut lui associer des moyens adaptés pour la mettre en œuvre : moyens de dissuasion ou d'action au service des puissances de paix, moyens politiques, culturels, éducatifs, économiques au service de la culture de paix. Ceci nous ramène bien sûr à quelques questions essentielles.

Quels moyens mettre en œuvre, non seulement à l'échelon multilatéral mais dans chaque pays, pour que les populations et plus particulièrement les jeunes, soient dissuadés du recours plus ou moins systématique à la violence dans les relations internationales et pratiquent une saine méfiance par rapport aux croyances d'essence religieuse susceptibles

de déboucher sur la justification de l'utilisation de la force en vue d'imposer par la contrainte un modèle sociétal.

Cet effort a bien sûr ses propres limites et il doit être géré –c'est le rôle des politiques- sur la ligne de crête qui sépare deux gouffres : celui du nationalisme et celui de la perte d'identité. Ce qui sépare le loup du mouton, pourrait-on dire.

Diffuser la culture de paix est un effort tenté par quelques-uns depuis la dernière guerre, en particulier les maires des villes irradiées du Japon, Hiroshima et Nagasaki ou certaines ONG. Mais il mériterait d'être organisé, structuré et relayé de façon beaucoup plus systématique.

Cet effort s'appuie, toutefois, sur le passé et à cet endroit, il est vulnérable. Il ne peut en effet porter à plein que si la connaissance de l'Histoire est suffisante pour ceux qui, jeunes et moins jeunes, en font l'objet. Et l'Histoire, élément essentiel de l'Éducation, est souvent bien mal traitée dans les programmes scolaires, quand elle n'est pas le rendez-vous des poncifs, du maquillage des réalités voire un lieu d'exaltation de mythes parfois dangereux. Cet état de choses est d'ailleurs assez caractéristique de l'esprit du temps.

On ne tardera pas à redécouvrir, tout au moins faut-il l'espérer, que les valeurs de l'Éducation restent remarquablement constantes et que, contrairement à une tendance actuelle, concevoir celle-ci sur un mode utilitaire n'a pas de sens et peut même être dangereux. « Programmé » pour servir l'économie, le jeune peut aussi servir de bien peu nobles desseins. Ainsi, l'un des fondements de la culture de paix est-il sans doute, partout dans le monde, une distinction bien claire entre trois concepts différents : l'éducation, l'enseignement et la formation qui s'interpénètrent, certes, mais n'ont pas les mêmes fonctions sociétales.

Paradoxe, comme toujours en matière de défense, une autre interrogation concerne l'existence et l'utilisation d'un dispositif armé appliqué à la prévention et la gestion des conflits. En effet, même si le travail de déminage des germes conflictuels est essentiel, il ne saurait dans tous les cas déboucher sur l'absence de conflits et il convient dès lors –le problème n'est pas nouveau- de régler l'utilisation de la force. Une force de guerre mise au service de la paix doit être gérée de façon qu'elle permette, dans un premier temps de geler l'action belligérante, de protéger les populations et d'ouvrir la voie aux formes de règlement pacifique des situations de crise. C'est toute la difficulté de la gestion de la puissance par les Nations-Unies et l'on a vu, entre autres en ex-Yougoslavie, l'organisation internationale, à force de faire du droit, se montrer incapable de faire face à ses responsabilités et de protéger les populations civiles. Dès lors, le retour à une gestion principalement militaire des tensions s'avère inévitable et c'est le politique qui est en panne. Ce théâtre illustre particulièrement bien à quel point, en de nombreux endroits du globe, la guerre et la paix dansent, étroitement enlacées, un bien étrange ballet.

Comment l'idéologie de paix s'articule-t-elle sur la situation internationale ? C'est la troisième question qui se pose : gérer l'envie de paix ou plus exactement, la non-envie de guerre. Comment réintroduire les cercles vertueux là où ils ont disparu et briser les cercles vicieux là où ils apparaissent ?

La confiance, d'abord, est un facteur essentiel des rapports entre êtres humains et entre organisations. Cette confiance, c'est comme toujours aux décisionnaires –les politiques-

de l'inspirer ou de la faire naître mais aussi aux professionnels –les diplomates- de la cultiver, de l'organiser, de la maintenir.

Le professionnalisme, ensuite. Comme dans d'autres domaines, à chaque fois que les politiques cèdent à la tentation de prendre la place des professionnels au lieu de les animer, de les inspirer et de les contrôler, les choses se gâtent.

La saine gestion des difficultés se voit substituer le travail « à l'inspiration », pratiqué par des gens qui n'ont souvent ni les connaissances, ni la culture, ni le tempérament qui les conduiraient à des comportements positifs. Le chemin de la paix, méthodiquement déminé et pavé solidement par une analyse objective des réalités, se voit substituer une cahoteuse feuille de route où l'on passe en force, laissant sur le côté de nouveaux foyers d'incendie.

Le consensus international est une condition nécessaire de l'apaisement et c'est principalement là que se déploie depuis des millénaires l'art des diplomates. Comprendre le mûrissement des esprits des dirigeants, de l'opinion publique des nations et chercher à les influencer pour éviter l'impasse qui conduit au bain de sang est une tâche pleine de grandeur. Encore faut-il que les dirigeants les plus importants consacrent prioritairement leur énergie, non à astiquer les miroirs où ils se regardent ou à nourrir les préjugés nationaux ou régionaux, mais à orienter résolument les forces dont ils disposent vers le rapprochement entre peuples et civilisations les plus différents.

Le rôle de la population. On a les politiques que l'on mérite, dit-on. Et en matière internationale, les meilleurs dirigeants ne sont pas forcément capables d'infléchir la morale dominante des nations ou des ensembles de nations dont ils ont la charge. Celle-ci est le résultat de l'interaction, pendant des lustres, de très nombreux facteurs allant de la démographie à la situation économique en passant par la qualité du système d'éducation, les relations avec l'extérieur et bien entendu aussi le niveau de la classe politique.

Toutes ces conditions sont difficiles à remplir simultanément mais la volonté de les rassembler à un moment donné dans un cadre multilatéral et de les exploiter au service de la paix en mettant en jeu une liberté d'action politique suffisante, une créativité politique digne de notre tradition et surtout un idéalisme qui ne soit pas seulement conformiste, voilà un défi qui conviendrait bien à la France. L'action récompensée par des résultats et non le fait seul de se rendre intéressants ou originaux par rapport à la soumission ambiante.

De fait, nous sommes aujourd'hui largement revenus à la diplomatie de la canonnière. L'équilibre des forces est rompu, tout au moins sur le plan de la technologie. Certains états, dont le système politique voire économique est sans doute plus fragile qu'il n'y paraît, s'arrogent le droit de dire le droit, de former des gouvernements étrangers, de choisir les décisions internationales qu'ils veulent bien appliquer, autrement dit de contester fondamentalement le multilatéralisme.

Dans certaines régions du monde, des critères ouvertement raciaux ou racistes reprennent le dessus sans qu'on y trouve trop à redire, l'indépendance de certains peuples est foulée aux pieds, des murs de la honte se voient reconstruits. La realpolitik alterne avec des protestations humanitaires sans qu'une cohérence bien claire, fût-elle de nature égoïstement économique, puisse être distinguée. Les leaders politiques hésitent de moins en moins à ouvrir la boîte de Pandore et invoquent de plus en plus souvent la religion comme source de l'action politique, ouvertement ou en filigrane.

Bien des politiques français, tentés par la fuite devant les responsabilités historiques qui leur incombent en France, se sentiraient bien au chaud dans un système européen où personne ne décide rien tout seul, où la responsabilité se trouve diluée dans un magma général qui ressemblerait inéluctablement et de plus en plus, au système de prises de décisions des Nations- Unies et où Parlement, Commission et Conseil des Ministres ont vocation à se renvoyer la balle.

On pourrait à la rigueur justifier tout cela si la contre-assurance européenne nous garantissait sérieusement contre toute évolution négative de la situation de défense. Or, les évolutions récentes en Europe ne sont pas si encourageantes que cela.

L'OTANisation évidente, la garantie explicite offerte aux sectes et aux religions prosélytes dans le projet de constitution, l'accession aux postes de commandes européens de gens dont les convictions politiques n'ont rien de rassurant au motif qu'on n'a pas à discuter les opinions du personnel désignés par les gouvernements ultras, il n'y a pas là de quoi être optimistes.

Mais que peut-on faire d'autre que de se soumettre, d'inféoder définitivement la liberté d'action, l'initiative au service de l'indépendance, de la paix, de la culture française à des décisions majoritaires prises en vertu d'autres critères ? Y a-t-il d'autres voies et d'autres chemins ? Oui, sans doute, car aucune situation n'est jamais irréversible.

Où notre pays en est-il aujourd'hui, dans tout cela, avec ses atouts et ses problèmes ? La France a refusé de participer à certaines aventures, elle en a accepté d'autres. Les dernières années ont fait apparaître une politique de défense assez hésitante. Parfois inspirée du gaullisme et sujette à des crises d'indépendance, essentiellement vis-à-vis des Etats-Unis, elle se montre à d'autres moments d'une docilité déconcertante face à d'autres partenaires. Acceptant le rôle de gendarme africain, tout au moins dans l'Ouest du continent, elle donne souvent l'impression de tirer pour le compte des autres les marrons du feu alors que l'influence américaine ou celle d'autres pays européen grandit dans ses anciennes colonies ou zones d'influence. La France ne fait-elle aucun effort, pour imposer en contrepartie une présence au Moyen-Orient ou dans les Balkans, tout en consacrant dans les faits des moyens importants à la paix dans ces régions. Si le talent existe chez nos diplomates et nos militaires, le sens pratique semble être totalement absent de la démarche des politiques qui sont censés les orienter.

La France, pays porteur d'une alternative culturelle, dispose pourtant dans le monde de parcelles de territoire et d'influence significatives. Elle occupe aussi, en Europe, une situation géographique originale, celle d'un pays continental entre trois mers. Elle dispose enfin d'une technologie de pointe. Elle se trouve ainsi dans la situation très particulière d'avoir, contrairement à tous les autres pays d'Europe, à gérer les trois fonctions essentielles de défense : protection des territoires externes, maintien de dissuasion, capacité d'intervention sur des crises extérieures.

La France occupe une situation particulière, on l'a dit, par sa culture et sa situation politico-géographique. Mais elle est aussi arrivée à un moment crucial de son histoire, celui où l'on doit décider de continuer une existence politique autonome ou bien de se

fondre progressivement dans un ensemble auquel nous lieraient paraît-il des pesanteurs historiques.

Le problème de sa défense qui décidément traduit sa substance politique même, se pose avec acuité. Continuer à investir, comme le fait de façon quasi automatique le complexe militaro-industriel national, avec le lancement des nouvelles générations de drones, celui du satellite militaire Hélios, de nouveaux moyens de projection en collaboration avec d'autres pays européens, à quoi bon finalement ? Il est déjà significatif que l'« Europe » accepte de tenir compte des efforts consentis par la RFA en ex-RDA mais se refuse à prendre en considération l'apport français en matière de défense. Cela procède d'une logique à laquelle une partie de notre classe politique semble aujourd'hui adhérer : pourquoi repayer aux Français une assurance qu'« on » a déjà avec l'OTAN ?

Alors, à quoi bon finalement continuer à investir, si la question politique n'est pas posée, si nous ne sommes pas profondément convaincus que notre système politique est le moins mauvais, que notre culture est essentielle pour l'avenir du monde et qu'elle ne se ramène pas à un droit résiduel. A quoi bon dépenser et contribuer si nous ne croyons pas que nous existons **avec** les autres pays européens, certes, mais non **à travers** une Europe chrétienne démocrate dominée par une majorité temporaire dans la bonne vieille tradition « schwarzrot » d'Europe Centrale ?

Quelle logique pousse la France à s'investir lourdement dans une défense encore basée semble-t-il sur les concepts d'indépendance, de défense tous azimuts, de dissuasion s'il s'agit au final de travailler, c'est le cas de le dire, pour le roi de Prusse ? Il est vrai que ce ne serait pas la première fois...

Dans ce contexte, le gros de la classe politique française apporte-t-il une inspiration, des solutions ou a-t-il au moins le courage de poser le véritable problème ? Le mot France semble avoir disparu de son vocabulaire et celui de projet, aussi, pour faire place à une profession de foi européenne permanente. L'urgence serait de « construire l'Europe » à marches forcées. Ladite Europe apporterait tout : le bien-être, la sécurité, le progrès social, la paix, et il y aurait même place pour une exception linguistique en notre faveur ! La France serait, en quelque sorte, entre parenthèses en attendant de rejoindre totalement le troupeau européen. La défense globale est, nous l'avons vu, l'essence même de la politique, de l'existence d'une nation. Si cette nation n'a plus réellement envie d'être elle peut, comme de nombreux états européens, faire de substantielles économies en coupant les budgets de défense et en consacrer le produit à l'amélioration de son revenu. Il faut choisir, comme aurait dit La Fontaine, entre être loup ou chien. Et dans le concert européen, il paraîtrait aberrant que nous acceptions la proportionnelle ou davantage pour les budgets de défense et pas pour l'expression de la volonté populaire, c'est-à-dire le vote.

Techniquement, les choses ne vont guère mieux. Le pouvoir se montre incapable, depuis des années, de prendre réellement en main sa politique industrielle de défense. Les groupes d'Etat sont à l'agonie après avoir mangé, année après année, des milliards de l'argent du contribuable cependant qu'impavides, les ministres et même le chef de l'Etat continuent à voyager à l'étranger pour aider à vendre à grands coups de concessions et parfois aussi... de commissions, des matériels générateurs de nouvelles pertes d'argent...et de face.

On n'a guère l'impression qu'une stratégie unique et globale anime les différents ministres concernés : Quai, rue Saint Dominique, Bercy et rue des Saussaies ne font pas vraiment partie du même quartier.

La place de la France dans le monde continue de s'effriter. Obsédés par le mythe du « couple franco-allemand » et le rejet de Londres, définitivement classée « mauvaise Européenne », les Français ont perdu contact avec les Latins continentaux ou non, lassés de notre arrogance aussi bien qu'avec les Francophones, laissés pour compte sans programmes sérieux et ambitieux de coopération ou traités avec suffisance. Notre défense globale en souffre, et plus encore que nous le pensons. Le pire reste à venir. Et seuls peuvent s'en réjouir ceux qui ne voient d'avenir qu'à Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg. Alors, quelles solutions esquisser pour que tout aille mieux et que le bon sens reprenne ses droits ?

Même si la bonne entente entre Européens reste souhaitable et même indispensable, comme elle l'a toujours été, l'union fondée sur le malentendu et le consensus mou n'est clairement pas la solution car elle ne saurait constituer un projet. Seul un projet de défense fondé sur de véritables valeurs profondes et non des valeurs faussement majoritaires et superficielles peut mobiliser l'énergie et provoquer une marche en avant vers la sécurité et la paix.

Pour nous rapprocher des solutions, une approche peut être tentée. Nous avons vu que le concept de défense était, par essence, volontariste et global. Et si la défense était la politique même, dans son essence ? S'il fallait d'abord exister, pour défendre la Paix ? S'il fallait créer une dynamique rassemblant diplomatie, économie et défense ? Et à travers ce projet synthétique de redémarrage volontariste, national mais ouvert, on parviendrait à faire progresser la paix. Le « négatif » de la défense globale, ce serait en quelque sorte la pacification globale, dans laquelle il s'agirait d'investir.

Au lieu de marier difficilement repli sur soi et internationalisation, nous remettrions les choses dans le bon sens et allierions dynamisme et ouverture.

Une défense globale offre, finalement, une série de parapluies pour nous protéger des intempéries. Bien protégés, nous pourrions avancer pour proposer à d'autres de les aider à recouvrer ou à garder ce bien précieux entre tous, la paix.

Le premier de ces abris est **le parapluie politique**.

Il signifie que grâce à la qualité et l'étroitesse des liens politiques qui associent la France à d'autres pays appartenant ou non à la même zone géographique, notre pays voit sa sécurité assurée, garantit celle des autres et forme, à une plus vaste échelle, une force elle-même porteuse de paix. Il contribue à répandre dans le monde les facteurs de sécurité dans la prévention et le traitement des conflits existants ou susceptibles de naître. Mais ce parapluie a aussi pour fonction de garantir l'indépendance et la liberté politique du peuple français.

C'est dans ce cadre, et non directement au niveau de la Défense, que le liant européen peut jouer, mais à condition d'éviter deux écueils. L'un, qui serait de se laisser lier les mains par une vaste majorité de pays politiquement dépendants des Etats-Unis et qui voient dans la politique de défense française bien davantage un obstacle qu'un avantage.

In fine, ce qui nous attend en matière de défense c'est de devoir baisser pavillon devant le nombre des petits pays européens après avoir refusé de le faire devant les Etats-Unis. Mais les conséquences seront autrement plus durables. Gulliver se retrouve emprisonné dans les fils des Lilliputiens !

L'Europe existe depuis toujours et la France continentale et corse y est incluse depuis toujours. Prétendre qu'elle ne saurait exister politiquement qu'à travers elle est aussi ridicule que de dire que les Etats-Unis doivent nécessairement un jour absorber le Canada et le Mexique (quoique nous y prêtions objectivement la main à l'heure actuelle) sous prétexte qu'ils sont tous trois en Amérique, ou que le Viêt-Nam doive à nouveau faire partie de la Chine etc. La notion de peuple, qui ne doit pas nécessairement déboucher sur une politique nationaliste, existe et existera toujours et n'en déplaît aux inconditionnels, le peuple européen n'existe pas. Existerait-il, d'ailleurs, qu'il ne serait pas d'une essence morale supérieure à celle de chacune de ses anciens composants.

L'autre écueil est de privilégier systématiquement le partenariat politique avec l'Allemagne de préférence au Royaume-Uni alors que, clairement, c'est avec ce dernier pays que nous partageons, souvent sans nous en rendre compte, une problématique largement issue d'une histoire souvent commune ou semblable. En jouant les intermédiaires entre le Continent et le Grand Large, nos voisins à l'Ouest, réalistes comme toujours, ont su préserver la chèvre et le chou sans prendre d'engagements aussi définitifs qu'irréfléchis. Or, comme le fameux exorde « Homme libre, toujours tu chériras la mer ! » le rappelle, c'est au-delà des océans et non dans les fils compliqués qui enserrant le continent que se joue l'avenir de notre pays.

Tant que nous voudrions et c'est là le choix essentiel, exister en tant que porteurs d'une civilisation spécifique et non nous intégrer par principe dans un monde défini pour l'essentiel par des critères économiques et un système de gouvernement, le parapluie politique devra étendre sa couverture sur l'ensemble du globe et nous devons garder la main sur son manche.

Comment ? En recréant de nouveaux liens avec des amis que nous négligeons de plus en plus de par le monde, ou que nous renvoyons chez des copains qui n'en sont pas vraiment, en affirmant notre identité au lieu de la crier sans l'affirmer, en sachant prendre les initiatives politiques qui passent bien, au bon moment, au bon endroit. Ici, c'est, pour l'essentiel le talent de véritables femmes et hommes d'Etat qui doit jouer.

Malheureusement le temps passe, la roue tourne, les générations se succèdent et les signatures d'actes de plus en plus creux et de plus en plus indifférents à la population se succèdent. Le sens de l'Etat s'affadit ou disparaît et la mode européenne semble s'imposer par le vide qui se crée plutôt que par véritable conviction, au nom d'une « nouvelle gouvernance » où l'« économie », concept creux s'il en est, remplirait le vide politique qui se crée : un marxisme libéral, en quelque sorte ! De fait, la politique se vide de son sens et notre parapluie vieillit, devient fragile sans que nous en rendions compte alors que nous sommes persuadés du contraire. **C'est pourquoi une réflexion approfondie tant sur le fond de notre vie politique, devenue essentiellement tactique et non stratégique que sur la nature de notre gouvernance nationale et les exigences posées aux dirigeants, semble aujourd'hui indispensable.**

Le parapluie économique et industriel est d'une nature différente. Conformément aux principes de la défense globale, il doit associer aux représentants politiques de la nation

ceux d'un autre monde, celui de l'économie, de la finance, de la recherche. Ils arment le bateau que les autres dirigent, l'entretiennent, l'équipent et l'approvisionnent. Business de la défense, défense du business ? C'est tout un !

C'est, pensons-nous, une erreur de croire que la France n'existe, comme beaucoup de petits états européens, qu'au travers des relations économiques européennes ou l'économie privée européenne. C'est une erreur de croire que l'hyper-puissance américaine pourrait avoir et imposer une économie de défense alors que l'« Europe » aurait une économie de paix à la discrétion de grands groupes privés qui développeraient l'économie du sous-continent sur de purs (si l'on ose dire) critères de profit. C'est une erreur de s'imaginer que l'économie française, et à travers elle le niveau de vie des Français, ne ressentirait pas durement la perte d'influence de notre pays dans le monde.

Il faut donc à tout prix investir, et investir fortement dans tous les domaines relevant de l'économie et de l'industrie, tout comme nous devons investir politiquement et non, comme nous le faisons actuellement, nous livrer au plan européen à un marivaudage hasardeux avec des partenaires qui s'entendent mieux que nous à ce jeu et à une surenchère libérale avec des gens qui sont souvent de meilleurs marchands. La recherche publique et privée, le contrôle des media, l'économie des pays émergents ou pré-émergents, la santé publique, l'énergie sont des domaines où il faut rassembler les moyens et les insérer politiquement dans le tissu existant. Capital public ou capital privé ? Ce n'est pas là la question essentielle. L'essentiel, c'est que nous conservions la main sur ce capital et son emploi en gardant en tête une idée très simple. Que le citoyen français apporte sa contribution à travers la taxe perçue par l'Etat ou à travers le prix payé à une société privée pour un bien ou un produit, peu importe. L'essentiel est qu'à la sortie il s'y retrouve en termes de service rendu, de valeur ajoutée et de base pour un nouveau cycle économique, dans une transmutation sur laquelle il a, aussi bien en tant que citoyen qu'en tant que consommateur, son mot à dire.

Ici aussi, le « libéralisme » fait des ravages en faisant valoir des raisonnements de marché là où il n'ont pas lieu d'être et ne peuvent être tenus que par des nations ou des groupes sans ambitions politiques mondiales. Personne ne s'indigne que les Américains fassent tirer leur économie par la dépense publique et le crédit des autres mais il conviendrait en revanche, selon le mode de pensée ambiant, de démanteler systématiquement tout élément infrastructurel de transport, d'industrie ou de recherche qui aurait un caractère national ou tout au moins public ! Et comme les moyens nécessaires dans ces domaines doivent nécessairement être concentrés vu leur ampleur en argent, en temps et en espace, ils seront nécessairement rattachés à un « empire » politique.

On ne saurait, sur ces bases, tendre plus ostensiblement le cou au joug étoilé : notre ambition « européenne » devient une ambition de marchand qui souhaite avant tout être bien nourri. Ce ne saurait être celle de la France, tout simplement parce qu'elle a d'autres responsabilités. C'est à cette condition que le parapluie économique fonctionnera, contribuant à garantir et à pérenniser l'efficacité du premier.

Qu'en est-il du **parapluie technique** ? Dans le domaine particulier de la défense, la technologie est en constante évolution et influe à son tour sur la stratégie. Si les atouts que nous avons en main –et qui coûtent cher- doivent conserver leur valeur, il convient d'investir dans la recherche, le développement et dans certains cas la production de

nouveaux équipements, si possible de nous redonner ce que les anglo-saxons appellent le « competitive edge ». La technique des drones où nous excellons déjà, la projection navale par vaisseaux rapides, la croissance externe dans le domaine des fabricants d'armes légères où nous avons lâché prise, en sont quelques exemples.

Production privée, publique, mixte ? Le problème n'est pas là car ici comme ailleurs c'est avant tout la bonne gestion qui importe, et cette gestion n'a rien à voir avec la propriété du capital de l'entreprise.

Certes, il est toujours contestable de sembler encourager la production guerrière. Tel n'est pas le cas. Il s'agit simplement de conserver un impact technique raisonnable permettant, non de nourrir le cercle vicieux d'une course aux armements petits ou grands mais simplement de conserver la main, seuls ou à plusieurs, pour ne pas devenir dépendants.

Le problème est pérenne car il est indispensable de continuer à marcher à la même allure au plan politique et au plan technique : être surpuissant au plan technique mène à la course à l'armement, être trop faible mène à la dépendance politique, ce qui revient finalement au même puisque l'on s'indexe sur le leader de la course qui lui, ne se prive pas de « progresser ».

La coopération technique avec les pays émergents peut se révéler fort utile pour résoudre ce problème. Mais cette coopération technique, par exemple avec les avionneurs de la Russie et des Pays de l'Est, du Japon, de l'Inde doit aller de pair, comme dans d'autres pays, avec une vision politique globale. Les synergies possibles sont nombreuses. Notre problème, c'est la dispersion des moyens alors que la définition d'une politique nationale à la fois ouverte et affirmée est indispensable.

La DGA, outil traditionnel de la France dans ce domaine, a-t-elle encore un sens et une vocation dans le contexte « tout-européen » actuellement à la mode ? Oui, sans doute car un maître d'œuvre principal reste indispensable et il est nécessairement intégré s'il l'on veut qu'il reste l'outil d'une volonté politique autonome. Mais ici aussi, il importe que l'outil – très technique- n'échappe pas à l'ouvrier et devienne un marteau sans maître, surtout si la volonté qu'a celui-ci de l'utiliser est peu assurée.

A l'inverse, le « système » français, convenablement encouragé et contrôlé, recèle encore des ressources considérables et une crédibilité indiscutable. Il est même une preuve, en quelque sorte, de la cohérence d'une politique nationale ouverte sur l'Europe et sur d'autres mondes mais qui ne chercherait pas à s'y inféoder.

Le parapluie économique est, en fait, télescopique car la défense, en même temps qu'elle s'associe à l'économie dans le concept de défense globale, a aussi sa propre économie qui est nécessairement, pour tout pays réellement souverain, une part essentielle de la première et une condition de son efficacité.

Le parapluie idéologique –et cela, ce grand spécialiste du bluff qu'était le Général l'avait fort bien compris- consiste à se faire le héraut d'une vision du monde qui porte dans le concert des nations à un instant donné et à obtenir ainsi l'appui d'une large communauté mondiale qui se sent ainsi soutenue par notre discours et nos actions.

Or, qu'attendent dans le monde nos amis et en particulier ceux qui partagent notre culture ? Non que nous leur servions un « gloubi bouлга » idéologique et que nous invoquions le passé quand cela nous arrange, mais que nous les aidions à justifier l'altérité et l'originalité de leur propre culture.

Des Iles anglo-normandes aux Seychelles, de la Guyane au Viêt-Nam, de l'Afrique du Sud à Israël, du Liban au Vanuatu, innombrables sont les pays où la France peut apporter un autre vision, un plus que justifient une autre forme de discours, le détachement par rapport aux religions, l'indépendance par rapport à l'Empire, des contacts avec des intellectuels francophones, d'autres circuits de formation, un soutien économique concret, le cas échéant des moyens de défense en soutien des combats pacifiques qu'ils mènent pour leur liberté politique, culturelle, économique. Elle apporte aussi une image de terre d'asile –hélas, bien écornée ces temps-ci-, et d'un pays où le communautarisme n'a pas encore sévi et où la citoyenneté n'est pas mesurée à un espace géographique.

Nous devons repartir du bon pied en acceptant enfin de nous repentir sur certains points du passé mais en même temps en affirmant clairement une idéologie dans la continuité de notre histoire et non une politique purement opportuniste, mercantile, essentiellement inspirée par la tactique et non la stratégie. Restaurer notre image, en quelque sorte et dire que nous avons, partout, notre mot à dire.

Ce parapluie-ci est essentiel. Si nous y renonçons en acceptant qu'il soit recouvert par celui d'une idéologie qui n'est pas la nôtre, bien des gens perdront l'espoir de par le monde et nous paierons cher cet abandon car ils se tourneront vers d'autres horizons, ce qui veut dire aussi d'autres formateurs, d'autres alliés, d'autres fournisseurs.

Comment lui redonner sa solidité et son pouvoir couvrant ? En prenant de nouvelles initiatives, par exemple celle d'une internationale latine et francophone. En nous décidant pour la promotion internationale de la laïcité, c'est-à-dire en prenant le contre-pied de l'inquiétante prolifération des dirigeants « inspirés » du type de G.W.Bush. En pratiquant un nouveau modèle de développement où la culture publique, loin d'être une source de complexes, ferait intégralement partie du développement. En favorisant l'émergence intellectuelle de nouvelles idées, les rencontres avec les penseurs des pays émergents par les media, le film, les rencontres internationales et les colloques, l'édition, les échanges d'étudiants. Et de façon générale, en nourrissant en permanence, avec d'autres, un espoir idéologique à tous ceux, de par le monde, qui ne se satisfont pas de l'oppression idéologique qui dérive nécessairement de l'équation obligatoire « libéralisme = liberté ».

Pour être crédible, cependant, ce regain idéologique impliquera à certains endroits un retour sur nous-mêmes qui pourra être déchirant. Il y faudra de la repentance sur certains agissements du passé ou même du présent, bien sûr, mais surtout une exigence forte par rapport à certaines habitudes : ignorance culturelle des autres, légèreté dans l'appréhension de certains problèmes, abus du monde interlope des intermédiaires, assoupissement de certaines administrations, interventionnisme excessif des « grands » politiques dans les affaires courantes, mélanges des genres. Du pain sur la planche, si la France veut à nouveau bénéficier d'un crédit qu'elle a, souvent sans s'en rendre compte, laissé largement s'écorner.

Le parapluie de base, c'est **le parapluie militaire**. Il comporte différents éléments. D'abord, la capacité de projeter rapidement, en nombre suffisant et dans de bonnes conditions, des forces motivées et adaptées à l'emploi que le politique souhaite en faire. La capacité de procéder, indépendamment s'il le fallait, à une gamme de frappes allant de l'intervention ponctuelle à des frappes majeures opérées, *a priori* dans un contexte de décision international. De ce point de vue, il ne doit pas y avoir de différence de principe entre la situation française et la situation américaine même si nous voulons avoir un comportement différent.

Les moyens nécessaires pour assurer leur disponibilité permanente et pour protéger ces éléments et l'autorité d'emploi, enfin.

C'est à la Marine Nationale qu'incombe aujourd'hui pour mission de porter l'essentiel de cette triple mission. Ce n'est pas un hasard si la composante maritime des forces stratégiques françaises est devenue essentielle.

La discrétion, la puissance et la mobilité du vecteur sous-marin, la capacité de projection sécurisée du vecteur aérien tactique qu'offrent les porte-avions et leur flotte de protection associée, la nécessité de protéger d'immenses zones économiques, tout cela fait que la dimension océanique est devenue pour notre pays plus importante qu'elle ne l'a jamais été. Cependant, faute de créativité financière et de tradition adéquate dans son administration, faute de poids suffisant des affaires maritimes dans son gouvernement, parfois aussi par la faute d'une culture syndicale fermée dans ce secteur, notre pays a laissé s'étioler sinon disparaître les traditions d'exploitation nationale des ressources halieutiques et la marine de commerce sous pavillon national, pour se retrouver naturellement dans un rapport de forces défavorable face aux « continentaux » européens et aux concurrents hispaniques.

Ceci n'est pas sans rapport avec ce qui précède car une flotte insuffisamment présente et dispersée entre différentes tâches perd en efficacité. C'est ici qu'un relais international paraît utile et négociable.

Pour autant, les autres forces dont dispose notre pays gardent toute leur importance et toute leur signification.

Les Forces Spéciales donnent à l'intervention française une crédibilité et une efficacité particulières, car en-dehors du monde anglo-saxon elles comptent parmi les plus efficaces et présentent une versatilité spécifique du fait que, contrairement aux précédentes, elles ne sont pas professionnellement « spéciales » mais font appel à des éléments des forces générales. Elles permettent d'intervenir, quasiment, sur tous les théâtres. Sous réserve de l'intelligence de leur utilisation et de la maîtrise des problèmes de communication, elles sont très importantes dans le type d'intervention que la France est amenée aujourd'hui à pratiquer, quel qu'en soit le cadre.

Le Service de Santé, autre institution interarmées, gagnerait sans doute à être mieux connu du public dans le cadre international actuel, car il offre nous semble-t-il – sous réserve de moyens accrus- des possibilités d'engagement très intéressantes à une jeunesse toujours intéressée par un travail concret et motivant outre frontières européennes. Médecine « opérationnelle », frottée à des problèmes mondiaux comme les situations de crise, les

épidémies, les traumatismes brutaux, la contamination nucléaire ou chimique, elle ne peut qu'attirer temporairement ou non des étudiants avides d'action positive.

L'Armée de Terre reste et restera toujours, dans la culture française, le bloc fondamental de nos forces car la culture militaire française est, comme toutes les cultures, très prégnante et bien longtemps après que les choses aient évolué en Europe, la menace est toujours perçue comme venant de l'Est. Elle a su évoluer considérablement dans les dernières décennies et même sur la base de matériels qui ne sont pas toujours ceux qu'elle aurait souhaiter, elle offre une capacité intéressante, essentielle pour la « défense européenne ». La participation très large –et pas toujours reconnue dans les faits- de la France aux opérations de maintien ou de recouvrement de la paix dans les dernières années le démontre à suffisance. Comme les autres armées, elle doit cependant encore maîtriser des problèmes de gestion interne. Ainsi, l'évolution de l'encadrement supérieur n'est-elle pas toujours aussi facile à prendre en compte que celle du personnel général et la mise en place d'une bonne respiration du système des réserves reste dépendante d'une meilleure perception par les politiques du lien technique Armées-Nation.

L'Armée de l'Air gagnerait, elle aussi, à un rapprochement avec le public. Elle est, davantage peut-être que l'Armée de Terre, par nature plus flexible car moins dépendante des matériels, aujourd'hui confrontée à une difficulté de fond.

La protection du territoire hexagonal se réduit progressivement dans la conception politique actuelle, à des missions de défense, utiles certes mais ne justifiant pas des états-majors sophistiqués, contre le « terrorisme ».

Sur les missions de projection, de plus en plus fréquentes et indispensables, l'insuffisance chronique du matériel, particulièrement démotivante, doit espérons-le un jour prendre fin, si les problèmes budgétaires ne prennent pas le relais d'autres difficultés. Mais à l'extérieur, le déploiement de l'Armée de l'Air nécessite des infrastructures techniques et politiques plus lourdes que celui de l'Aéronavale ou d'autres forces aériennes plus proches ou disposant de matériels plus perfectionnés à longue distance. A l'échelle de la France, il est difficile à ses responsables de justifier l'acquisition de tels matériels.

Une réflexion de fond sur le devenir cette Armée, semble aujourd'hui nécessaire. Pas une réflexion purement militaire ou de lobbies, bien sûr, mais une vraie réflexion de défense globale, associant le politique, la DGA, les avionneurs et fournisseurs de matériels, nos correspondants et partenaires étrangers – pourquoi pas ?- et les militaires.

C'est ensuite au pouvoir politique –dans la mesure où il sait lui-même où il veut aller, de trancher mais en assurant une visibilité suffisante, à moyen terme, aux techniciens. Pour autant, la maîtrise du ciel est et restera toujours une composante indispensable à une bonne protection. La question est plutôt de savoir sous quelles formes et sous quels cieux elle doit le mieux s'effectuer.

La Gendarmerie a semble-t-il plutôt le vent en poupe et, ici aussi, l'influence du contexte international se fait sentir, de même que l'exceptionnelle capacité des forces de ce type, à l'instar des *Carabinieri* italiens, à s'intégrer à la nation et à développer de nouvelles missions, que ce soit dans le contexte national ou international.

Des Garde-frontières auraient peut-être vocation à se développer en France et dans le contexte européen. Plutôt que de développer à plaisir de nombreux corps dépendant de divers ministères : PAF et autres services dépendant de l'Intérieur, Gendarmeries diverses, corps appartenant au Ministère des Finances (Douanes etc.), à grand renfort de matériels divers et de fichiers pas toujours compatibles, peut-être serait-il souhaitable de créer une entité unique, disposant de matériels et de services informatiques rationalisés ?

La Réserve redevient un élément important dans la crédibilité de nos forces : les nouveaux systèmes mis en place devraient raisonnablement porter leurs fruits. Il reste à développer dans nos entreprises une flexibilité par rapport à la disponibilité des personnels qualifiés, particulièrement des plus jeunes. Pour cela, le développement des contacts avec le milieu des chefs d'entreprise (et non exclusivement avec leurs directions des ressources humaines) est indispensable. Tout aussi indispensable paraît la construction d'une réserve supplémentaire à partir d'un futur service civique : sur base du volontariat et d'une sélection, les jeunes ayant terminé leur service civique pourraient se voir proposer des contrats courts dans les armées ou aux garde-frontières. Cette formule aurait l'avantage de ne pas poser le problème de reprendre aux entreprises des jeunes qui ont souvent déjà eu beaucoup de difficultés à y entrer et le positionner en risque, tant pour l'employeur PMI/PME que pour eux-mêmes.

Le parapluie militaire devrait, on le voit, continuer à évoluer.

Mais c'est en menant une réflexion critique sur l'économie globale des ressources financières imparties aux moyens de défense – et pas seulement au niveau des forces que l'on pourra enfin leur assurer les moyens techniques actualisés dont ils ont besoin.

Le parapluie populaire reste indispensable car à partir du moment où l'on définit l'esprit de défense d'un peuple comme synonyme de sa volonté d'exister en tant qu'entité politiquement autonome, on ne saurait concevoir un déficit grave d'adhésion populaire qui ne mette en danger la capacité de défense.

Or, la complexité des questions de défense dans le contexte international actuel, la professionnalisation des armées, la suspension du service national et l'absence d'un service civique universel ont largement sorti le peuple du jeu. Et ce ne sont pas les JAPD, qui proposent en une journée un mélange concentré du devoir de mémoire, de la connaissance de l'organisation militaire du pays et des impératifs de la défense populaire qui apporteront une solution au problème.

La première chose à faire, semble-t-il, est d'instituer un service civique universel, restaurant l'idée de gratuité du service dû à la communauté à laquelle on appartient. Ce serait aussi un puissant levier d'intégration culturelle, sociale, économique. Différent de l'ancien service national, il intégrerait les deux sexes, concernerait toutes les activités du service public et constituerait une base de recrutement directe et indirecte pour le service actif et les réserves.

Il importe aussi que non seulement le service d'instruction publique public ou privé mais les familles et les collectivités territoriales, qui ont aussi fonction ou mission d'éducation, disposent de l'information et des contacts nécessaires pour assurer leur rôle en ce qui concerne l'adhésion des jeunes aux préoccupations de défense, que celles-ci soient d'ordre éthique, matériel, professionnel ou autre.

Plus profondément, et dans l'ordre de l'instruction publique cette fois-ci, il est important de faire réfléchir nos jeunes, par exemples en classes de philosophie, sur le passionnant sujet qu'est l'*usus* et bien sûr l'*abusus* non seulement de la violence mais de la force qui la rend possible. Ce n'est pas par une réaction tropique ou une anathème globale qu'on résout le complexe ancré en toute personne douée de réflexion, c'est par le débat, la libre discussion. Il est important que cette discussion ait lieu et en conséquence qu'elle soit inscrite dans les programmes scolaires.

La parapluie culturel est lui aussi un élément essentiel de notre protection.

Le problème de la France ne se réduit pas à la seule gestion de la « francophonie », terme auquel l'idée de colonialisme colle comme la tunique de Nessus. Il consiste à abandonner le fatalisme et l'étroitesse de vues pour refaire de notre langue une langue d'usage dans les milieux diplomatiques, scientifiques, techniques, militaires et donc de privilégier les créneaux où les entreprises, les universitaires, les diplomates, les militaires, les avionneurs, les chantiers ou les entreprises d'armement, non seulement français mais belges, suisses, canadiens voire israéliens ou sud-africains, font preuve d'excellence pour coopérer avec eux sur une base linguistiquement favorable.

C'est l'investissement dans le partenariat qui prépare le retour de l'influence française, non la politique de la peau de chagrin et de l'« Europe » continentale à n'importe quel prix. Cela n'a rien à voir avec un glorieux isolationnisme ni avec

l'abandon de la fameuse « construction européenne » qu'en termes budgétaires, économiques et politiques il faut tout de même ramener à ses dimensions réelles.

Le partenariat avec des zones et des pays ciblés suppose l'échange, non la sujétion.

Et cet échange consiste à valoriser nos partenaires au lieu de les assujettir à une relation culturelle qui leur pose problème. Il en va de même de la recherche et plus généralement des espaces de coopération culturelle de niveau universitaire dont la création doit faire partie d'une stratégie et non des petits plaisirs qui finissent par coûter très cher et que l'on rend à des pays « bien vus » du Quai ou de telle ou telle coterie parisienne.

Il nous faut une « plaque » de coopération par continent, centrée autour de nos DOM-TOM, permettant de valoriser ceux-ci et leurs élites, d'investir dans la culture au lieu de pratiquer la politique de la peau de chagrin ou le « c'est plus nous, c'est l'Europe ! » qui ne mènera à rien si ce n'est à un bilan toujours plus défavorable à la France parce que les futurs programmes européens seront un jour administrés en direct...et en anglais. Caraïbe, Espace Nord-Américain, Indochine, Pacifique, Espace Indien et Pointe d'Afrique, Mer Noire, Ouest Afrique, Espace Arabe nous attendent.

Même au prix d'une concentration forte, l'effort des media francophones privés doit être encouragé, à condition qu'une holding publique francophone y conserve une minorité de blocage afin d'éviter toute tentation d'aliénation à l'extérieur de notre espace culturel. Les chaînes publiques, des services Internet spécialisés, les opérateurs de portables et leur technologie, tout doit être mis à contribution.

L'ensemble de ces parapluies, bien construits et bien ouverts, nous apporterait une sécurité intéressante et redonnerait, peut-on penser, au devenir national les dimensions d'un projet. Construire, dans chaque domaine, les éléments d'une défense globale, vérifier en permanence la cohérence du tout, nourrir le tout des

éléments de la recherche, de la prospective et de la créativité, travailler en coopération mais non en sujétion par rapport au monde extérieur, telles sont les éléments d'une ambition renouvelée.

Mais cette ambition n'est pas seulement défensive, elle est offensive, au service de la paix internationale, dans une double action curative et préventive. Dans ce domaine aussi l'attaque est, souvenons-nous en, la meilleure des défenses.

L'attaque globale, préventive, pour la paix est possible. Si l'on se rappelle les risques afférents au changement de générations, au retour du fanatisme religieux individuel ou collectif, à l'obscurantisme culturel, à la croyance magique dans le matérialisme libéral, à la domination unilatérale d'une puissance, il est possible d'envisager différents angles d'attaque pour tenter de détruire, dans l'œuf, les tendances néfastes.

Le multilatéralisme, tout d'abord, est un élément essentiel de l'équilibre mondial de la paix. Encore faut-il qu'il soit effectif et ne trouve pas ses limites dans un optimisme excessif, générateur d'illusions politiques. Il implique de dépasser les ensembles géographiques prenant en substance les mêmes bases idéologiques que l'empire concurrent. Il implique aussi de ne pas se limiter à une vision juridique et institutionnelle ne prenant pas en compte la pratique politique. Il ne s'agit pas seulement d'inventer des structures, mais de vérifier que ceux qui s'en servent travaillent bien dans l'esprit de leur invention.

Le développement culturel, qui a longtemps constitué une force majeure de la France, doit être relancé. Ce n'est pas en recherchant à tout prix le dénominateur commun au sein d'une philosophie bâtarde issue du libéralisme que les risques diminuent, mais en propulsant avec force les idées de la libre pensée, de la laïcité, de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'égalité entre tous les citoyens d'une entité politique donnée. Liberté de créer et de s'exprimer, liberté de disposer de son corps, liberté linguistique, toutes les libertés doivent être promues et le multilatéralisme est un facteur de paix s'il n'est pas seulement politique mais culturel. Un développement culturel « concurrentiel » au système global actuel est donc indispensable.

La vigilance de la pensée est également indispensable. Force est de constater que, bien au-delà du monde musulman toujours incriminé mais qui n'est pas forcément le plus atteint malgré l'action spectaculaire de certains isolés, on peut constater un retour en force de l'intégrisme, de l'esprit de croisade, des analyses sommaires confortées par des opérations de propagande spectaculaires. Dans d'assez nombreux cas, ces situations ont conduit à des guerres dont le bilan reste secret et le commentaire, unilatéral ou presque.

Seule riposte possible : l'esprit critique, le desserrement de l'étau libéral qui, de plus en plus, met l'information au service d'une langue, d'un système de pensée et d'intérêts économiques qui finissent toujours par se retrouver au service d'une politique qui en elle-même issue : le matérialisme libéral vit dans la consanguinité.

Alors, la politique française doit, logiquement, s'inspirer de ces principes pour intervenir, le cas échéant, en faveur de la paix. Elle le fait déjà, bien sûr, occasionnellement mais l'on n'a pas toujours le sentiment qu'il existe une cohérence, un élan, une logique suivie dans cette action. Nombreuses sont les zones où notre culture, nos amitiés, la présence de porteurs de nos passeports, de notre culture ou de nos valeurs pourrait justifier une présence plus active, quitte à prendre quelques risques par rapport au conformisme ambiant, à la répartition officieuse des territoires de chasse ou au contraire à résister à la tentation d'exister en paroles mais pas en actions.

Les parapluies représentent une bonne protection. Encore faut-il, non seulement les construire, mais avoir la force et la volonté de les ouvrir. L'action offensive en faveur de la paix complète la défense globale et lui donne tout son sens, sans lequel elle pourrait être, comme ailleurs, un facteur supplémentaire de danger pour l'humanité : **Peser le prix d'une défense c'est aussi comprendre pourquoi il ne faut pas appuyer sur le bouton. En effet, l'ensemble national voire européen autour de la défense est certainement « rentable » au sens large du terme** en ce sens que, comme dans toute activité prospective et complexe, la défense « tire » l'activité donc l'économie. Les investissements en recherche, les activités d'entretien, l'exportation, les retombées civiles, la pénétration de nouveaux marchés, la coopération internationale etc.. Mais tout cela recèle, on l'a vu, toutes sortes de dangers. Il y a l'inévitable existence et les dérives éventuelles d'un complexe militaro-industriel, la perte des repères politiques, éthiques ou sociaux. Il y a aussi, à partir d'un certain niveau de rapport de forces, le développement d'un ou plusieurs empires, dont le système de gouvernement n'offre, c'est le moins que l'on puisse dire, aucune garantie intrinsèque et définitive contre les tentations totalitaires, externes d'abord et peut-être un jour internes. En effet, l'application de l'impérialisme à l'extérieur contamine nécessairement, un jour, la morale politique interne.

La France a donc, avec tous les pays du monde susceptibles de partager ses valeurs, indissociables de sa culture propre, un double rôle à jouer. **Elle doit redevenir le pivot d'une alternative économique et technique** qui n'a pas nécessairement un caractère exclusivement « européen ». **Elle doit aussi**, en réaffirmant ses valeurs spécifiques et celles des nations issues du même creuset révolutionnaires, **garantir que cette alternative n'évoluera pas en sous-empire** et être active dans un monde infiniment plus vaste, qui ne reproduit pas les clivages au niveau des continents. Or ce danger existe car l'inspiration de départ du système européen est très largement cousine et consanguine du système américain tel qu'il est actuellement développé dans le monde. La seconde mission de la France est donc le nécessaire contrepoids de l'autre.

Au fond, affirmer tout cela ne consiste-t-il pas tout simplement à comprendre que l'indépendance de la pensée doit se traduire par l'indépendance politique et même qu'il n'y a pas d'indépendance de la pensée sans indépendance politique ?

C'est donc un clin d'œil à Shakespeare, grand auteur d'un grand peuple ami qui termine ce chapitre. *To be... or not to be.* On pourrait aussi traduire : pour un peuple donné et particulièrement pour le nôtre, la Défense est l'une des composantes de l'existence tout court.